

## CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DÉCEMBRE 2020 PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt, le quatorze décembre à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - M. Dominique MICHEL - M. Philippe SINGER - M. Pierre HUMBERT

### ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI

\*\*\*\*\*

**T. FALCONNET** – Bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Bonsoir au public. Nous allons ouvrir cette séance de notre Conseil municipal. Tout d'abord, j'ai le plaisir d'installer comme nouveau conseiller municipal de la ville de Chenôve, M. Pierre HUMBERT. Bienvenue, M. HUMBERT, qui est le suivant de la liste « Chenôve pour tous », suite à la démission du Conseil municipal de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ.

Je vous propose de désigner M. GIRARD comme secrétaire de séance. Je lui donne immédiatement la parole pour qu'il puisse procéder à l'appel des membres présents.

*Le secrétaire de séance, Didier GIRARD, procède à l'appel.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. GIRARD. Le quorum étant atteint, nous allons pouvoir valablement délibérer. Vous avez sur table un vœu que la majorité municipale vous propose. Il s'agit d'un vœu de soutien à l'appel des maires du 14 novembre 2020 pour l'égalité républicaine de nos quartiers prioritaires. J'en dirai un mot dans mon propos liminaire. Je vous propose d'ajouter ce point à l'ordre du jour du Conseil municipal. Et nous le traiterons en point 1 de l'ordre du jour. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Je vous remercie.

Ensuite, j'ai à vous informer de la création d'un groupe politique au sein de notre Conseil municipal. C'est un courrier que j'ai reçu en date du 7 décembre de MM. BLANDIN, BRUGNOT et HABERKORN et de Mmes CARLIER et MOREAU qui m'informent de la volonté de créer un groupe politique « Solidarité et écologie pour Chenôve », dans le cadre de la majorité municipale. Il est acté que ce groupe ayant été déposé avant l'ouverture du Conseil municipal, je prends acte de sa création. Et par un courrier en date de ce jour, je viens d'apprendre, et je vous en remercie, que ce groupe « Solidarité et écologie pour Chenôve » a désigné ses co-présidente et co-président, à savoir Mme CARLIER et M. HABERKORN.

Voilà, mes chers collègues, ce que je souhaitais vous dire en préalable. Nous allons maintenant devoir approuver le procès-verbal du 28 septembre 2020. Vous avez remarqué qu'il ne s'agissait pas du procès-verbal de notre précédente séance. Y a-t-il des demandes d'intervention, d'ajout, d'amendement sur ce procès-verbal ? Il n'y en a pas, donc je propose de le mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, il est adopté à l'unanimité.

Je vais vous adresser, comme il est de tradition dans ce Conseil municipal, quelques mots en propos liminaire.

Nous sommes réunis, comme vous le savez, pour notre dernier Conseil municipal de l'année 2020 qui, reconnaissons-le, fut une année très particulière et que nous n'aurons aucune peine à laisser derrière nous.

Tout d'abord, je tiens à saluer celles et ceux qui sont venus ce soir pour assister à nos débats, en conformité avec ce qu'autorisent les directives des autorités dans le cadre des mesures en vigueur pour lutter contre la propagation de la COVID-19 sur le territoire national en général, et sur le territoire communal en particulier. Je le signale, aucune obligation donc de retransmission en direct de nos débats pour en préserver le caractère public, moyen exceptionnel utilisé pour pallier les contraintes strictes du confinement et, je le dis également, très coûteux pour notre petite collectivité.

En cette veille de nouvelles évolutions, décidées et précisées par M. le Premier Ministre jeudi dernier, j'insisterai une fois encore sur la vigilance, sur la responsabilité de chacune et de chacun afin de juguler, enfin, cette épidémie par le respect des gestes barrières et par la prudence dans nos comportements individuels ou collectifs.

Au regard de ce qui a été annoncé, je vous invite à vous rendre régulièrement sur le site Internet de la Ville pour prendre connaissance de la déclinaison locale des mesures prises au niveau national. Je vous invite également à suivre les publications mises en ligne par notre service communication sur les réseaux sociaux et à relayer les messages autour de vous afin que les informations soient diffusées très largement sur notre territoire. J'adresse tous mes remerciements appuyés à celles et ceux qui effectuent cette veille de tous les instants en participant, notamment, aux réunions hebdomadaires de cellule préfectorale de crise COVID-19 et à celles de la cellule locale que je préside sur le même rythme hebdomadaire et qui nous permet de suivre les évolutions de la situation.

Dans un contexte économique et social déjà très compliqué, rendu particulièrement difficile depuis le mois de mars dernier avec la gestion à toutes les échelles de cette crise sanitaire mondiale, je suis d'autant plus convaincu de la nécessité et du sens de l'action quotidienne de notre majorité autour de ses 10 engagements et de ses 120 propositions.

Car aujourd'hui, face à la situation et à l'urgence économique et sociale qui se décline sur de nombreux champs, celui de la solidarité, de l'éducation, de la culture, des sports, du commerce ..., il est important de rester vigilants, de redoubler d'efforts, en portant une attention toute particulière aux publics que ces derniers mois ont particulièrement fragilisés.

C'est dans le cadre de notre politique municipale de solidarité, un des socles de notre action, que le Conseil d'administration du C.C.A.S. a adopté à l'unanimité de ses membres, mes chers collègues, l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 20 000 €, 10 000 € chacune, à deux associations : au Secours populaire et aux Restos du Cœur, pour les aider à faire face à un afflux très important de nouveaux bénéficiaires des prestations qu'elles assument. Plus 68 % de bénéficiaires des Restos du Cœur depuis la fin de la campagne d'été.

Dans la même logique, nous avons inauguré, aujourd'hui, l'épicerie sociale et solidaire « Le cœur Bonbis », qui est un nouvel acteur de l'économie sociale sur notre territoire dont la Ville a soutenu, y compris financièrement l'installation, vous vous en souvenez

vraisemblablement et cette épicerie sociale et solidaire ouvrira ses portes dès demain. Les bénéficiaires, orientés par les travailleurs sociaux, pourront donc y effectuer leurs achats de première nécessité à des tarifs très accessibles à toutes et à tous et c'est une bonne chose à Chenôve.

Par ailleurs, et parce que c'est une préoccupation que nous partageons tous, je le sais, majorité comme opposition, la Municipalité a communiqué auprès des nombreux commerçants et artisans de Chenôve pour les sensibiliser aux nombreux dispositifs d'aides mis en place par l'État mais également par les collectivités locales comme la région Bourgogne-Franche-Comté ou Dijon métropole. J'ai rédigé et signé un courrier en ce sens qui leur a été envoyé, avec la documentation de la métropole récapitulant l'ensemble des aides auxquelles ces entreprises ont droit dans le cadre du fonds de relance économique.

Chaque fois qu'elle le peut et dans le cadre de ses compétences, la Ville est aux côtés des acteurs du monde économique, plus particulièrement auprès de celles et ceux qui participent à élaborer une offre de services de proximité à destination de nos administrés. Ce soir, par exemple, il vous sera proposé d'exonérer de loyers les commerçants locataires de biens appartenant à la commune en raison de la crise sanitaire. Un exemple parmi de nombreux autres de notre engagement aux côtés des PME, voire des TPE. Et je signale également, parce que c'est quelque chose que vous ne savez vraisemblablement pas, dans le cadre de la convention que nous avons avec la SPLAAD, sur la cour Margot, nous avons aussi donné des consignes à la SPLAAD pour qu'elle exonère de loyer des commerces particulièrement fragiles en cette période de confinement : le salon de coiffure, premièrement et le futur salon de thé qui doit s'installer sur la cour Margot. Également, je crois, la salle de danse qui se situe à l'arrière de la cour Margot. Donc, nous faisons le travail lorsque c'est dans le cadre de nos compétences.

La solidarité, c'est aussi le sens de l'opération que nous sommes en train de conduire pour la cinquième édition du Noël solidaire, avec la distribution d'un sac gourmand à chaque petit Chenevelier scolarisé dans les écoles de Chenôve, mais aussi dans les deux collèges de Chenôve, puisque j'ai souhaité que les collégiens soient associés à cette distribution. Ces sacs gourmands sont composés de produits achetés localement. Et puis, vous avez aussi la collecte des boîtes cadeaux solidaires qui seront données à nos partenaires et par nos partenaires aux bénéficiaires du Secours populaire et des Restos du Cœur à celles et ceux qui en ont le plus besoin dans notre ville, pour adoucir un peu cette période si particulière, et nous pratiquons par ces gestes la solidarité pour toutes et tous.

Enfin, je vais prendre quelques instants pour réaffirmer mon soutien et le soutien de la Ville aux acteurs de la culture qui subissent durement les conséquences de la période que nous vivons et je sais que l'adjoint au maire en charge de ces dossiers reviendra très certainement sur ce sujet, mais là aussi, à chaque fois que la Ville en a l'occasion, elle les soutient. Et notamment, elle va les soutenir ce Noël, puisque deux spectacles étaient prévus dans le cadre du Noël solidaire. A cause du confinement, ils n'ont pas pu se tenir et nous avons décidé, pour soutenir les troupes et les intermittents du spectacle qui étaient engagés sur ces deux spectacles, nous avons décidé de maintenir ces spectacles sous forme de retransmission. Et pour la petite histoire, le prix de la retransmission de ces spectacles correspond, *bon an mal an*, à un an de retransmission de notre conseil municipal. J'ai préféré, effectivement, faire de la politique, c'est faire des choix, j'ai préféré mettre l'accent sur ce soutien aux acteurs de la culture plutôt que de retransmettre notre Conseil municipal, d'autant plus que ce n'était pas une obligation.

Dans ce combat face à la crise, les collectivités locales sont, vous le savez, engagées aux côtés de l'État. Dans le cadre de nos compétences respectives, elles seront les unes et les autres en première ligne pour participer, par leur investissement, à la relance de notre pays. Pourvu, mes chers collègues et nous aurons prochainement l'occasion d'en parler lorsque nous aurons notre débat d'orientation budgétaire et notre vote du budget, pourvu qu'elles en

aient les moyens. Car à nos yeux, il est important que le plan de relance prenne en compte la réalité particulière que connaissent les communes populaires et les populations qui y vivent.

C'est le sens de l'appel lancé au Président de la République le 14 novembre dernier par 200 Maires de villes de toutes tailles, de toutes obédiences politiques, du Parti communiste à la droite républicaine, en passant par le Parti socialiste, les écologistes ou encore le MODEM. Je vous propose d'aborder cette question du premier point de l'ordre du jour afin de soutenir cette démarche constructive d'aide à la décision du Président de la République et du Gouvernement à travers un projet de vœu qui vous a été remis sur table ce soir.

Avec mes collègues Maires, vous le savez, nous avons déjà obtenu du Premier Ministre qu'1 % des 100 milliards d'euros consacrés par l'État au plan de relance soient consacrés aux quartiers et aux communes populaires. Depuis lors, nous avons engagé de nombreuses discussions avec les différents ministres pour envisager avec eux les modalités exactes d'affectation de ces crédits dédiés, pour donner les moyens à notre pacte républicain de vivre dans des territoires comme Chenôve où résident près de 10 millions de nos concitoyens.

Enfin, et parce que les choses sont liées, mes chers collègues, de la République et de ses valeurs, puisque c'est de ça dont on parle à travers l'ensemble des dossiers, il en sera également question dans le cadre de nos débats avec la présentation de la Charte municipale des valeurs de la République et de la Laïcité que je mettrai aux voix comme je m'y étais engagé lors du dernier Conseil municipal. Ce document-cadre est l'un des piliers d'un plan global d'actions, un plan municipal pour la Laïcité que nous allons mettre en œuvre dans les mois et les années à venir, et je souhaite que ce plan, nous le mettions en œuvre ensemble, tous ensemble. C'est un point important de notre ordre du jour et vous aurez, rassurez-vous, l'occasion de vous exprimer très largement sur ce sujet d'importance, comme d'ailleurs sur l'ensemble des dossiers à venir. J'espère que ce ne sera pas un vœu pieu, que nous le ferons dans le respect de nos différences, dans la sérénité, dans la dignité et en pleine conscience partagée des enjeux auxquels notre ville est confrontée.

Voilà, mes chers collègues, ces quelques mots et je passe tout de suite au premier point de l'ordre du jour de notre séance.

\*\*\*\*\*

## ADMINISTRATION GENERALE

### 1 - VŒU DE SOUTIEN À L'APPEL DES MAIRES DU 14 NOVEMBRE 2020 POUR L'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE DE NOS QUARTIERS PRIORITAIRES

#### La République doit prioritairement réaffirmer sa présence dans nos quartiers.

Le 14 novembre dernier, deux cents d'élus locaux de tous bords politiques, Maires et Présidents d'agglomérations issus de territoires urbains, périurbains et ruraux, où vivent près de dix millions de nos concitoyens, ont écrit au Président de la République pour l'alerter, une fois de plus, sur la situation particulièrement inquiétante que connaissent leurs administrés dans d'importants bassins de vie vulnérables à travers le pays tout entier. La gravité de cette situation s'est renforcée à l'aune de la crise sanitaire que nous traversons depuis le début de cette année.

Les conséquences de cette pandémie dans ces territoires déjà en difficulté dont fait partie Chenôve, nous ne les connaissons que trop bien, nous, élus qui siégeons au Conseil municipal. Cet appel du 14 novembre intervient dans un contexte marqué par un quasi statu quo, trois ans après le discours de Tourcoing prononcé par Monsieur le Président de la République et la mobilisation nationale pour les villes et les quartiers qu'il avait lancée à cette occasion. Pourtant, dans ces quartiers, dans notre commune comme ailleurs :

- **le chômage augmente dramatiquement,**
- **les demandes pour bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA) progressent massivement,**
- **les dettes locatives et les impayés de charges sont à des niveaux jamais atteints jusqu'alors,**
- **les demandes d'aides alimentaires explosent.**

Ces indicateurs, comme de nombreux autres, traduisent une réalité qui se tend dangereusement pour toutes celles et tous ceux qui vivent dans les communes de la politique de la Ville. C'est la raison pour laquelle nous voulons, par ce vœu, nous associer à cet appel lancé au plan national.

Le lundi 23 novembre dernier, lors d'une réunion en visioconférence avec 9 maires de ville populaire dont Thierry FALCONNET, Maire de Chenôve et président de l'Association des Maires Ville et Banlieue de France, Monsieur le Premier Ministre a annoncé qu'il réserverait une suite favorable à la principale revendication des élus locaux, à savoir que « le Plan de relance annoncé de 100 milliards € consacre et sanctuarise 1% pour les territoires en décrochage ».

Aujourd'hui, pour que cette participation à la solidarité nationale permette prioritairement de mettre en œuvre concrètement une relance à la hauteur des besoins et des urgences, nous sommes dans l'attente de mesures concrètes de la part du Gouvernement. Parce que la République doit prendre en compte prioritairement la réalité de la situation dans nos quartiers, par ce vœu :

- **nous réaffirmons notre soutien à l'appel des élus locaux lancé le 14 novembre dernier au Président de la République ;**
- **nous tenons à réitérer la demande formulée auprès du Président de la République que le Plan de relance annoncé de 100 milliards d'euros consacre et sanctuarise 1% pour les territoires en décrochage ;**
- **nous souhaitons que les modalités concrètes et opérationnelles de l'affectation de ces crédits dédiés soient élaborées en lien avec les élus locaux afin que l'aide financière soit correctement employée au regard des urgences que nous observons chaque jour sur le terrain, nous élus locaux ;**

- nous souhaitons que le Gouvernement mette enfin en œuvre ce « grand plan de mobilisation nationale pour les quartiers » annoncé par le Président de la République pour que ce milliard d'euros réponde à une situation d'urgence absolue qui s'ajoute à un quotidien difficile ;
- nous demandons que le Projet de Loi de Finances 2021 réponde aux enjeux d'une présence républicaine renforcée dans les communes et les quartiers populaires.

Répondre à ces attentes légitimes partagées par tous doit nous permettre de ne pas rompre le pacte républicain avec 10 millions de nos concitoyens qui vivent dans les quartiers populaires de nos villes et qui méritent une réponse digne à leurs préoccupations et à leurs difficultés dans le contexte actuel.

- Pour empêcher le décrochage républicain de nos communes et de nos quartiers,
- Pour combattre efficacement tous les racismes, séparatismes, communautarismes et replis sur soi qui se nourrissent de la pauvreté et de la misère sociale,
- Pour que vivent l'Égalité républicaine et la promesse d'une société plus juste, plus fraternelle, pour les populations de nos communes et de nos quartiers.

Il est proposé au Conseil Municipal :

**ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu de soutien à l'appel des maires du 14 novembre 2020 pour l'égalité républicaine de nos quartiers prioritaires.**

**T. FALCONNET** – Nous allons donc aborder ce vœu de soutien à l'appel des maires du 14 novembre 2020 pour l'égalité républicaine de nos quartiers prioritaires, et je vais vous en faire la lecture.

*Lecture de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Vous avez, mes chers collègues, la parole. Qui souhaite s'exprimer sur ce vœu ? M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – M. le Maire, ce vœu appréhende nombre de problématiques déjà présentes sur les quartiers prioritaires et fortement accentués par cette crise :

- disqualification sociale et professionnelle,
- ghettoïsation,
- repli sur soi.

Cette crise sanitaire est aussi sociale, économique, explosion des bénéficiaires du RSA, des demandes d'aides d'urgence, augmentation du décrochage scolaire.

Dans ce contexte, je soutiens ce vœu pour que les moyens soient encore plus conséquents sur ces territoires en détresse.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? M. SINGER, vous avez la parole.

**P. SINGER** – Merci, M. le Maire. Je voudrais simplement dire que je voterai pour ce vœu, parce que je ne voudrais pas que l'on pense que je ne suis pas sensible, comme chacun ici, aux questions d'égalité républicaine dans les quartiers prioritaires. Simplement, on fait tous de la politique, vous êtes tous dans vos rôles de maires, mais je pense que le Président de la République a tout à fait conscience de l'égalité républicaine, surtout dans les quartiers prioritaires. La situation politique est extrêmement compliquée en France, et je rappelle

quand même que le plan pauvreté qui a été lancé en 2018 engageait 8 milliards d'euros (ce chiffre s'accroît actuellement avec la crise), que récemment le Premier ministre a annoncé 30 000 postes dans les structures de l'insertion par l'activité économique. L'aide alimentaire, ça date de vendredi, en Bourgogne-Franche-Comté, est passée de 360 000 euros à 3 millions d'euros. Au niveau de la Côte-d'Or, par la contractualisation, je crois que c'est un million d'euros. La politique de la ville engage des emplois francs en Côte-d'Or, environ 81 emplois francs actuellement en Côte-d'Or.

C'est-à-dire qu'il y a quand même toutes les nations concernées, je voudrais simplement souligner que le gouvernement, que le Président de la République sont très attentifs à ces questions et puis tout le monde, en fait, doit être sur le pont. Et c'est seulement en ayant bien pris en compte tout cela, parce qu'il y aurait bien d'autres annonces aussi à faire, mais je ne vais pas déclinier tout ce que fait le gouvernement actuellement, mais c'est dans ce contexte-là que je voterai malgré tout ce vœu. Parce que de toute façon, je dois dire qu'on n'en fait jamais assez pour ceux qui sont le plus dans le besoin.

**T. FALCONNET** – Merci, M. SINGER. Je ne vais pas entrer dans le débat avec vous, vous avez voté le vœu et c'est le principal. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Personne ne prend la parole dans la majorité pour soutenir ce vœu ? Bon, c'est que la majorité est convaincue.

Je vais mettre ce vœu aux voix. Qui est contre l'adoption de ce vœu ? Qui s'abstient ? C'est un moment important, je vais vous demander de lever la main. Qui est pour l'adoption de ce vœu ? Je vous remercie. C'est une belle unanimité autour d'une cause qui nous est chère à tous, vous le savez.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR



## 2 - ADOPTION DE LA CHARTE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ DE LA VILLE DE CHENÔVE

La Ville de Chenôve s'engage à préserver et défendre les valeurs inscrites dans les textes fondateurs de la République que sont la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 et la Constitution du 4 octobre 1958, ainsi que le principe de Laïcité garanti par la loi du 9 décembre 1905, qui s'appliquent à toutes et tous. La Laïcité repose sur trois principes, que sont la liberté de conscience et de culte, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions.

*« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale », tel qu'inscrit dans l'article premier de la Constitution. « Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle, ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».*

La Laïcité garantit ainsi le respect du pluralisme des convictions et des croyances, y compris la liberté d'avoir une religion, d'en changer, ou de ne pas en avoir, la liberté de pratiquer un culte ou de ne pas pratiquer. Dans ce cadre, nul ne peut se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour ne pas appliquer les principes et valeurs de la République. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public.

La Ville de Chenôve entend faire respecter, par le biais d'une charte des valeurs de la République et de la Laïcité, ces principes dans tous les champs de son intervention, tout en garantissant à toutes et tous la liberté d'adhésion et d'accès aux services, la non-discrimination et la tolérance, le refus des incivilités, des provocations, des violences et des incitations à la haine.

À Chenôve, ces questions occupent une place prépondérante dans la vie municipale. Pour rappel, dans la commune, se déroulent ou se sont déroulés :

- une cérémonie d'entrée de la citoyenneté française qui a lieu tous les ans à l'Hôtel de Ville ;
- la Fête de la République qui a lieu tous les 21 septembre (date anniversaire de la proclamation de l'abolition de la royauté en 1792) depuis 2016 et qui donne l'occasion de célébrer la République et ses valeurs ;
- l'inauguration en 2018 d'une fresque murale représentant la Marianne de Chenôve qui fut choisie par les Chenevelières et les Cheneveliers dans le cadre d'un projet participatif ;
- un travail sur les valeurs de la République qui a été mené en 2018 avec les acteurs du monde associatif de Chenôve.

Au quotidien, avec l'ensemble des ressources vives du territoire, notre commune œuvre au quotidien pour asseoir et faire respecter les valeurs universelles et les principes fondamentaux des lois de notre République. Au cœur de cette politique publique prioritaire, nos partenaires associatifs occupent une place essentielle dans l'atteinte de ces objectifs. Par sa diversité, sa richesse et sa proximité, le tissu associatif chenevelier participe en toute indépendance et à son niveau à la diffusion et à la promotion des trois piliers de notre République que sont la Liberté, l'Égalité et la Fraternité ainsi que les principes qui en découlent, tels que la Laïcité.

Aujourd'hui, il convient d'aller plus loin dans une démarche collective qui vise à réaffirmer collectivement la pertinence de notre modèle républicain, humaniste et universaliste que nous devons, toutes et tous, promouvoir et transmettre.

La Charte municipale des valeurs de la République et de la Laïcité est l'expression de cet



engagement et concerne tous ses agents, ses élus, ses usagers ainsi que les associations et les partenaires dont elle soutient financièrement l'action. Elle prend particulièrement sens dans un contexte où la République française peut subir des provocations et/ou des atteintes régulières dont le but serait de remettre en cause les valeurs qui la fondent.

Conformément à l'engagement pris publiquement par Monsieur le Maire de Chenôve lors du Conseil municipal du 16 novembre 2020, il est soumis à l'examen de l'assemblée délibérante un projet de Charte des valeurs de la République et de la Laïcité qui se trouve en annexe de la présente délibération.

À travers cette charte, il s'agit de réunir les conditions pour une citoyenneté pleinement vécue, un « continuum de citoyenneté » impliquant les associations et les acteurs du territoire dans un plan global d'actions. La municipalité souhaite mobiliser tous ses partenaires dans la mise en œuvre des principes énoncés dans la charte, leur bon respect et leur diffusion pour l'apprentissage de la citoyenneté et l'émancipation de chacune et chacun.

Cet engagement express sera nécessaire pour la recevabilité et l'instruction de la demande de subvention auprès de la Ville. Il est proposé, par le présent projet de délibération, que la signature et le respect de la présente charte conditionnent l'attribution de toute subvention municipale dans le strict respect des dispositions fondamentales de la loi du 1er juillet 1901 qui concernent les règles de fonctionnement démocratiques, de non-discrimination, de parité et de neutralité.

Cette obligation sera insérée dans chaque convention qui sera conclue avec les bénéficiaires, assortie d'une clause explicite de restitution, partielle ou totale, du soutien municipal en cas de non-respect de la charte. Sa mise en œuvre devra figurer dans le compte-rendu d'exécution de l'action soutenue.

La Charte municipale des valeurs de la République et de la Laïcité s'applique également aux élus et aux agents municipaux ainsi qu'à tous les usagers des équipements et services publics. Les agents municipaux, qui sont soumis à un devoir de stricte neutralité, bénéficieront d'un temps d'information et d'échange. Un parcours de formation leur sera par ailleurs proposé et sera adapté aux missions accomplies par l'agent. Cette charte rappelle le cadre qui est le nôtre pour assurer le respect dans les services publics du principe républicain de Laïcité. Elle expose les garanties qu'il assure et les obligations qu'il implique pour contribuer au bon fonctionnement du service public.

La signature de cette charte par les acteurs associatifs, les organismes et partenaires de notre ville sera associée à la création d'un Observatoire de la Laïcité dont la mission principale sera de veiller à la bonne application de cette charte et de faire acte de vigilance dans ce domaine.

L'Observatoire de la Laïcité sera composé d'élus municipaux et de personnalités locales choisies pour leur expertise sur le sujet. Il aura pour missions :

- d'identifier les éventuelles difficultés de mise en œuvre de la charte et de proposer des solutions pour les lever ;
- de valoriser les bonnes pratiques à diffuser ;
- de conseiller au besoin la municipalité et d'être force de propositions sur les améliorations à apporter à la charte ;
- d'élaborer un bilan permettant d'évaluer la mise en œuvre de la charte municipale, qui sera présentée au Conseil municipal.

Une fois adopté, ce document s'applique sur l'ensemble du territoire communal pour la durée du mandat en cours.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date

du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter le projet de Charte des valeurs de la République et de la Laïcité de la ville de Chenôve, joint en annexe de la présente délibération,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à présenter ce document à différents interlocuteurs de l'institution municipale comme les représentants du personnel et les acteurs du monde associatif chenevelier,**

**ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à faire appliquer cette Charte une fois qu'elle sera signée entre la ville et les différents interlocuteurs précédemment cités,**

**ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T . FALCONNET** – Nous allons maintenant aborder un autre point important de notre Conseil municipal, il s'agit de l'adoption de la Charte des valeurs de la République et de la Laïcité de la Ville de Chenôve. Je le redis, c'est conforme à ce que je vous avais annoncé lors de notre dernier Conseil municipal. Vous avez tous été destinataires du projet de charte, ce projet de charte a été vu en commission, et donc je vais vous présenter une délibération qui reprend globalement les termes de la charte, en en simplifiant le texte et l'esprit.

*Lecture de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Je suis très heureux de voir que le principe de cette charte, avec des déclinaisons particulières, est adoptée au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté et à Dijon métropole et dans de nombreuses villes en France. Et malheureusement, je le dis, c'est aussi les épisodes du mois de novembre qui nous ont amenés, je crois, à prendre très fortement position sur ces questions. Nous en étions déjà très convaincus à Chenôve, mais effectivement, le drame de Samuel PATY nous a, je crois, collectivement ouvert les yeux sur les risques réels que rencontrait notre société républicaine.

Voilà, mes chers collègues, ce que je souhaitais vous dire en présentation de cette délibération. Bien évidemment le débat est ouvert sur la délibération elle-même, mais sur la charte également. Qui souhaite prendre la parole sur cette charte de la Laïcité ? M. SINGER, ensuite M. HABERKORN. M. SINGER, vous avez la parole.

**P. SINGER** – Merci, M. le Maire. M. le Maire, mesdames et messieurs les élus, La « Charte des valeurs de la République et de la laïcité de la Ville de Chenôve » que vous nous proposez d'adopter ce soir rappelle les valeurs inscrites dans les textes fondateurs de la République, valeurs auxquelles nous sommes tous très attachés.

Pour notre part, ce n'est pas la première fois que nous évoquons au Conseil municipal ou dans nos diverses communications la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » de 1789 tant ce texte est essentiel pour le respect de tout ce qui touche à la liberté et à la dignité de l'être humain.

Notre propre programme municipal incluait une « Charte éthique » insistant sur les notions d'intégrité et de transparence, sur le respect de tous les individus, sans aucune discrimination sur leur nationalité, leur origine ethnique, leur âge, leur sexe, leur sexualité,

leurs croyances religieuses, philosophiques et politiques, la lutte nécessaire contre les conflits d'intérêt et contre la corruption.

Au niveau national, dans la suite des discours du Président de la République prononcés lors du cent cinquantième anniversaire de la République le 4 septembre 2020 et aux Mureaux le 2 octobre 2020, le projet de loi confortant le respect des principes de la République vise à donner à l'État davantage « de moyens d'agir contre ceux qui veulent déstabiliser la République » et apporter des réponses au repli communautaire.

Au niveau régional et pas plus tard que vendredi dernier, le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté a adopté, à l'unanimité des partis politiques, ce qui n'est pas fréquent, une « Charte de la Laïcité » que devront obligatoirement signer toutes les associations souhaitant recevoir des subventions régionales.

Au niveau local, la ville de Dijon a elle aussi institué une « Charte de la Laïcité » et a planté à cette occasion un arbre symbolique, un acte que nous pourrions reproduire à Chenôve.

Cent quinze ans après la loi sur la séparation des églises et de l'État, un des principes fondamentaux de notre société, il est donc ressenti aujourd'hui, à tous les niveaux de la nation et quelles que soient les orientations politiques, le besoin de conforter les grands principes républicains, hélas remis en cause aujourd'hui par certains grands principes qui garantissent pourtant nos libertés ainsi que l'égalité de nos droits et constituent le véritable ciment de la cohésion sociale de la nation.

Nous adopterons donc sans aucune réserve la charte qui nous est proposée ce soir.

**T. FALCONNET** – Merci, M. SINGER. M. HABERKORN, vous avez la parole.

**B. HABERKORN** – M. le maire, chers collègues. Notre groupe tient à adresser tout son soutien pour le vote de cette charte de la laïcité présentée ce soir. Nous espérons qu'elle donnera l'occasion d'ouvrir un véritable débat avec l'ensemble de la population de Chenôve, afin de rencontrer l'adhésion de chacun, et ainsi de ne pas rester lettre morte. Nous souhaitons qu'elle soit une première étape à un ensemble d'actions locales innovantes permettant à tout à chacun de s'approprier ce qui fait "République" dans notre pays.

Nous avons besoin de ce cadre laïc pour nous épanouir dans une société ouverte et tolérante, que nous soyons croyants ou pas. Ce texte n'est pas un symbole d'exclusion mais au contraire permet à chacun de faire partie de notre communauté nationale, riche de nos différences d'opinion et de croyances, dans l'objectif commun d'un projet municipal qui fait la part belle à la solidarité et à l'écologie.

**T. FALCONNET** – Merci, M. HABERKORN. M. MICHEL, vous avez la parole, ensuite M. AUDARD m'a demandé la parole.

**D. MICHEL** – M. le Maire, chers collègues, donc effectivement, en cette période troublée où les principes républicains ont été largement attaqués avec force, proposer une charte des valeurs républicaines et de la Laïcité, à l'instar de l'initiative nationale confortant les principes de la République, est une démarche que je soutiens avec force et que je partage avec vous. Juste pour dire, M. SINGER l'a évoqué, vous l'avez dit aussi, ce matin au Département, nous avons également voté à l'unanimité la charte de la Laïcité. Cette charte à Chenôve est ambitieuse et exigeante dans ses principes, et je trouve ça particulièrement positif.

Quelques remarques et quelques questions. Vous l'avez évoqué à plusieurs reprises, la place de l' élu par rapport à cette charte, mais quelle est la place de l' élu dans les dispositifs de cette charte ? En effet, je pense que les élus sont les premiers garants de ces principes républicains. Ne faudrait-il pas proposer un article 1er ou ajouter dans l'article 1er la place de l' élu, afin d'affirmer que les élus ont les mêmes devoirs de neutralité, d'impartialité et d'exigence envers la Laïcité et les valeurs de la République ? Je trouve que ce n'est pas

forcément énoncé.

Sur les principes énoncés et leur respect par les agents tant dans leur exercice que dans leur relation aux usagers, si vous avez évoqué les parcours de formation, y a-t-il déjà ou y aura-t-il des outils ou des procédures sur lesquels les agents peuvent ou pourront s'appuyer en cas de non respect par un usager ?

Enfin vous évoquez la création d'un observatoire de la Laïcité. Dans cet enjeu qui dépasse les clivages politiques, les oppositions seront-elles associées et pourront-elles participer ?

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. M. AUDARD, vous avez la parole.

**P. AUDARD** – Oui, M. le Maire, mes chers collègues. Je m'exprime au nom de la majorité municipale et j'ai bien entendu, à travers les interventions qui ont précédé, que des chartes de même nature ont été adoptées dans toutes les collectivités comme s'il s'agissait d'un effet conjoncturel.

Alors je voudrais simplement rappeler à l'ensemble de nos concitoyens que notre ville n'a jamais cessé de proclamer son attachement à la République et à ses valeurs. Notamment à la valeur de la Laïcité et pour ne pas remonter trop longtemps en arrière, rappelons :

- qu'à Chenôve nous avons créé les assises permanentes de la citoyenneté qui ont pu réunir, le temps d'un précédent mandat, sur la foi du volontariat, de nombreux habitants de notre ville de toutes les origines et nationalités des opinions et d'adopter à l'époque une Charte du Vivre Ensemble,
- qu'à Chenôve, lors du précédent mandat, et sur la foi de l'expérience que nous avons acquise, nous avons créé les conseils participatifs de quartier dotés de budgets propres, créé les visites et les permanences de quartiers, créé la fête de la République qui se tient depuis 2015, chaque mois de septembre.

Il doit donc être clairement posé que la Charte communale de la Laïcité proposée ce soir à Chenôve, s'inscrit dans la suite d'un travail municipal de plus de 20 ans, et qu'elle n'a donc rien à voir avec la circonstance actuelle des deux lois sur la sécurité globale et le renforcement des valeurs de la République qui divisent les français et qu'elle condamne purement et simplement et qui ont justifié la manifestation du 28 novembre dernier.

Ce qui nous motive ce soir dans les temps difficiles marqués par un accroissement sauvage des inégalités, les crises politique, économique sociale et maintenant sanitaire, c'est que notre société communale puisse continuer à faire souverainement corps.

Adopter une telle Charte de la laïcité ne constitue nullement une contestation de la légitimité des religions, des spiritualités, des philosophies, dans le cadre du respect naturel de la Loi de la République, et n'exclut pas, au contraire, la légitimité de ces différentes sensibilités, à contribuer à la construction d'une éthique commune, première des civilités.

Par cet acte nous réaffirmons qu'à Chenôve, la politique prend souverainement en main les questions démocratiques, économiques et sociales.

Force nous est de constater que l'économie toute seule ne s'oriente que par la notion de profit sur la foi d'une idée fausse : la société c'est la guerre de tous contre tous. Cette idée fausse ruine la planète, les solidarités, les services publics, la paix.

Si nous réduisons la politique à l'assimilation actuelle d'une économie libérale sans freins et certaines conceptions spiritualistes complices des logiques d'intérêts et d'esprit concordataire, c'est définitivement la société de marché dont les plus vulnérables seront toujours exclus qui l'emportera, avec son lot de violences sociales inacceptables.

En conséquence, nous proposons que nos instances municipales, agents et élus et instances associatives et plus largement l'ensemble des Cheneveliers, se saisissent de cette

Charte pour en préciser les termes.

Nous proposons également que ces même instances décident de se saisir d'un ensemble de questions pour proposer d'elles-mêmes des propositions concrètes et redonner le goût du débat.

C'est parce que nous n'avons pas réglé entre nous tous ces problèmes, que nous sommes aujourd'hui confrontés à une législation dont les effets réels et supposés sont objectivement discriminatoires.

La République, dans ses moments progressistes, a toujours combattu l'esclavage, les corporations et jurandes, le code indigène et tous les séparatismes, les ordres, les castes, les privilèges sans cesse renaissants.

C'est sa part d'histoire et d'universalité, et personne ne peut s'arroger la propriété de cette construction sans cesse à l'œuvre.

À travers cette charte commune nous vous proposons de trouver par le débat permanent, les moyens de garantir le respect de la dignité humaine qui suppose des moyens matériels et humains suffisants collectivement décidés dans l'intérêt général.

Cette charte contribuera à sa mesure, à conjurer déjà à l'échelle de notre commune, l'exaspération que nous constatons en France depuis plus de deux ans maintenant, des divisions sociales, de genres, des replis identitaires et plus généralement des séparatismes qui divisent et rongent chaque jour encore un peu plus, une société déjà très fragile.

Alors, pour ces quelques motifs, M. le Maire, nous voterons ce vœu dont l'objet est de garantir notre cohésion territoriale à travers les institutions participatives que nous avons créées, nos partenaires associatifs bénéficiaires des subventions publiques que nous allouons pour assumer ensemble la notion de démocratie continue

Sur ce bref exposé de nos motivations, notre majorité municipale adoptera unanimement ce vœu. Et j'ajoute : merci, M. le Maire, d'avoir accepté de créer, de livrer à notre intelligence commune, les conditions d'un débat de fond pour la durée de notre mandat et dont notre mandat est légitimement porteur.

**T. FALCONNET** – Merci, M. AUDARD. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur cette Charte de la Laïcité ? Cette charte des valeurs de la République et de la Laïcité de la ville de Chenôve. Je n'en vois pas.

Alors, quelques éléments de réponse à M. MICHEL, en remerciant M. SINGER de sa déclaration, vous avez compris que nous avons une nuance avec vous M. SINGER par rapport à la loi qui s'appelait loi sur les séparatismes et puis après qui s'est appelée loi de la Laïcité et puis après qui s'appelle Loi à conforter les principes de la République. Mais je crois que ce soir, moi je souhaite que sur cette question et ça répondra en partie à la question de M. MICHEL, sur ces questions je pense que les nuances d'appréciation doivent s'effacer devant la prise en compte de l'essentiel et devant la défense commune des forces politiques, ici présentes dans ce Conseil municipal, qui sont toutes des forces politiques républicaines. Parce que c'est notre bien commun et ce bien commun au sein de ce Conseil municipal, c'est le bien commun de notre collectivité. Et je remercie Patrick AUDARD d'avoir rappelé que nous ne sommes pas, nous, sur une promotion conjoncturelle des valeurs de la République mais que ça fait corps avec notre projet politique municipal de manière très profonde et ce, depuis de longues années.

Sur la question des élus. Vous pouvez vous référer, M. MICHEL, au deuxième paragraphe de la charte, cette Charte des valeurs de la République et de la Laïcité, elle est l'expression de la Ville de Chenôve et elle concerne tous ses agents, tous ses élus, ses usagers. Donc, j'entends bien ce que vous dites sur la question des élus, mais quand on parle de la Ville de

Chenôve, avec une majuscule à Ville, c'est l'institution municipale et qui représente mieux l'institution municipale que son Conseil municipal ? Donc, moi je considère, que bien évidemment, à partir du moment où on propose cette charte, qu'on la fait voter au Conseil municipal, les premiers concernés sont ceux qui ont fait cette proposition et qui auront adopté cette charte.

Sur la question des associations je prends le troisième paragraphe donc l'article 4, je crois que toutes les personnes morales, publiques ou privées soutenues de quelque manière financière ou matérielle par la Ville de Chenôve et/ou ayant reçu une délégation de la Municipalité, donc les organismes appartenant aux mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, aux mouvements sportifs, aux mouvements de la culture, donc la désignation des associations et pas seulement des associations qui reçoivent délégation, elle est très clairement exprimée. Et je pense que nous aurons effectivement à nous pencher sur la question des moyens, parce que j'ai suivi attentivement le débat auquel M. SINGER faisait référence tout à l'heure, les débats au Conseil régional sur l'adoption de cette charte, c'est une des remarques qu'une des oppositions régionales a formulée en direction de Mme DUFAY, c'est « comment allez-vous faire respecter cette charte ? ». Et je pense que l'observatoire de la Laïcité, il aura aussi cette mission, cette mission d'alerte et cette mission de proposition de signalement, y compris en direction d'associations qui, on sera peut-être amené à dire « Écoutez, vous ne respectez pas les principes et donc vous êtes en faute par rapport à la charte ». La charte conditionne l'acceptation des termes de la charte, conditionne la délivrance d'une subvention donc, premièrement il n'y a plus de subvention et deuxièmement, et c'est inscrit dans la charte, il faudra voir comment on traduit ça juridiquement, mais il y aura remboursement de la subvention et des moyens délivrés à cette association qui n'aura pas respecté à la fois la charte et la loi.

Et donc, je termine, M. MICHEL, par l'observatoire de la Laïcité. Bien entendu, vous y serez associé et bien entendu je proposerai à celles et à ceux qui, au sein de ce Conseil municipal, souhaiteront faire partie de cet observatoire de la Laïcité d'en faire partie, aux 33 conseillers municipaux du Conseil municipal de Chenôve. Mme M'PIAYI m'avait signalé qu'elle était intéressée, alors après il faudra qu'on regarde l'équilibre numérique parce que si l'observatoire de la Laïcité comporte 33 élus, il va falloir quand même associer d'autres personnes. Mais j'entends votre proposition et je ferai bien évidemment la proposition à vos collègues de l'opposition. Moi, je souhaite que, on va dire, tous les groupes politiques existant premièrement, et ensuite toutes les représentations des listes qui sont présentes au Conseil municipal soient représentées dans cet observatoire de la Laïcité. Ce ne serait pas bon en plus, vu les principes énoncés, que vous soyez écartés d'une telle question, avec de tels enjeux.

Voilà, mes chers collègues, je pense qu'on a bien débattu. Est-ce que quelqu'un veut prendre la parole ? Je ne vois pas de demandes d'intervention. Qui est contre l'adoption de cette Charte des valeurs de la République et de la Laïcité de la Ville de Chenôve ? Qui s'abstient ? Et je vais vous demander de lever la main. Qui est pour cette adoption ? Voilà, pour la postérité. Je vous remercie. Cette charte est adoptée à l'unanimité, et c'est une excellente chose.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR

## ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 3 - ÉLECTION DES ADJOINTS AU MAIRE

Conformément à l'article L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales :

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus. »

Le 2 décembre 2020, l'ensemble des adjoints au maire de Chenôve ont adressé leur lettre de démission de leurs fonctions d'adjoint au maire ; démissions qui sont devenues définitives suite à leur acceptation par le représentant de l'État dans le département, conformément à l'article L.2122-15 du Code général des collectivités territoriales.

Vu la lettre de démission de ses fonctions de première adjointe au maire de Mme Brigitte POPARD, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjoint au maire de M. Patrick AUDARD, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjointe au maire de Mme Christiane JACQUOT, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjoint au maire de M. Nouredine ACHERIA, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjointe au maire de Mme Aziza AGLAGAL, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjoint au maire de M. Ludovic RAILLARD, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjointe au maire de Mme Joëlle BOILEAU, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjoint au maire de M. Léo LACHAMBRE, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de son mandat de conseillère municipale et de ses fonctions d'adjointe au maire de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, en date du 27 novembre 2020,

Vu la délibération n° DEL\_2020\_013 fixant à 9 le nombre d'adjoints au maire,

Vu les articles L.2122-4, L.2122-7-2 et L.2122-15 du Code général des collectivités territoriales.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De procéder à l'élection des adjoints au maire au scrutin de liste à bulletin secret.**



**T. FALCONNET** – Nous abordons un autre point, beaucoup plus questionnant, j’imagine. Nous allons devoir réélire les adjoints au maire de la ville de Chenôve. Je vais vous faire lecture de la délibération, pour être cette fois-ci strictement dans le cadre de la loi et ne pas nous faire rattraper par le Tribunal administratif ou par l’État.

*Lecture de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Je vais reprendre mon conducteur, pour être là aussi dans la légalité. Je ne voudrais surtout pas que l’on ait à refaire le vote entre Noël et le jour de l’An. Je vais vous proposer une liste de neuf adjoints, paritaire, à savoir :

- 1<sup>re</sup> adjointe : Brigitte POPARD,
- 2<sup>e</sup> adjoint : Patrick AUDARD,
- 3<sup>e</sup> adjointe : Christiane JACQUOT,
- 4<sup>e</sup> adjoint : Nouredine ACHERIA,
- 5<sup>e</sup> adjointe : Aziza AGLAGAL,
- 6<sup>e</sup> adjoint : Ludovic RAILLARD,
- 7<sup>e</sup> adjointe : Joëlle BOILEAU,
- 8<sup>e</sup> adjoint : Léo LACHAMBRE,
- 9<sup>e</sup> adjointe : Jamila DE LA TOUR D’AUVERGNE.

Vous avez pu le vérifier qu’il y a bien l’alternance entre un homme et une femme et que cette liste est conforme au Code général des collectivités territoriales.

Y a-t-il une autre liste présentée au suffrage de nos collègues ? Je ne vois pas de candidature au poste d’adjointe ou d’adjoint autre que la liste que je vous ai donnée.

Je vais désigner deux assesseurs lorsque nous aurons procédé au vote. Nous reprenons nos benjamins : Mme Hana WALIDI-ALAOUI et M. Léo LACHAMBRE. Le secrétaire de séance, à savoir M. GIRARD, fera l’appel pendant qu’un agent fera circuler l’urne, pendant que nous procéderons au vote. Je vous propose de faire vos déclarations, car je suis sûr qu’il y en aura sur ce point, qui seront beaucoup moins consensuelles que les déclarations précédentes, pendant le dépouillement. Est-ce que cette méthode vous convient ? Très bien. Donc M. GIRARD, vous avez la parole, et je demanderai à l’issue du scrutin à Mme WALIDI-ALAOUI et à M. LACHAMBRE de se diriger vers la table de dépouillement, où ils mettront leurs gants, du gel, pour là aussi faire les choses conformément au protocole sanitaire.

*Le secrétaire de séance, M. Didier GIRARD, procède à l’appel pendant qu’un agent recueille les bulletins de vote dans une urne.*

**T. FALCONNET** – Le scrutin est clos, M. GIRARD ?

**D. GIRARD** – Le scrutin est clos, M. le Maire.

**T. FALCONNET** – Merci, M. GIRARD. Nos assesseurs se déplacent.

*Les deux assesseurs, Mme Hana WALIDI-ALAOUI et M. Léo LACHAMBRE, procèdent au dépouillement.*

**T. FALCONNET** – Y a-t-il des demandes d’intervention ? M. NEYRAUD, vous avez la parole.

**P. NEYRAUD** – M. le Maire, mesdames et messieurs les élus, cela va faire trois fois que nous votons pour l’élection des adjoints au Maire et cela neuf mois après le résultat des élections. Ce n’est pas très sérieux !

Vous qui mettez en avant votre grande expérience politique de plus de vingt ans maintenant, au détriment de mon inexpérience supposée en la matière, force est de constater que vous faites de nombreuses erreurs. Je ne sais pas si c’est moi qui dois prendre de la hauteur,

mais en tout cas, vous avez vous aussi un besoin de formation qui se confirme au fil du temps.

Par ailleurs, depuis que vous êtes aux commandes en 2015, il s'en est passé des choses : bien sûr la façon dont vous avez poussé par la sortie M. ESMONIN, façon qui a été perçue par beaucoup comme un coup d'état interne... mais pas seulement, des démissions d'adjoints, des dépôts de plaintes obscurs, des choix politiques qui peuvent étonner, je pense notamment au parachutage d'un nouvel habitant au poste d'adjoint seulement trois mois après son arrivée sur la ville. Félicitations pour cette performance, M. LACHAMBRE, ça montre combien vous aimez Chenôve...

**T. FALCONNET** – M. NEYRAUD, s'il vous plaît, je vous demande de ne pas faire d'attaque *ad hominem*. Ça ne se fait pas, d'accord ? Vous m'attaquez tant que vous voulez, mais pas d'attaque *ad hominem*, ce n'est pas très élégant.

**P. NEYRAUD** – Également, trois démissions importantes au niveau de la Direction générale des services de la ville de Chenôve, et maintenant la démission de Mme BOUGÉ, élue comme adjointe à l'écologie et, je n'ose parler de la démission de Mme HADDAD, ma colistière, qui a préféré partir en raison de l'ambiance délétère au sein du Conseil municipal.

Pour conclure, M. FALCONNET, nous ne serions pas si sévères si vous nous aviez davantage respectés dès la séance d'installation du Conseil municipal, mais le mépris que vous avez affiché à diverses reprises et que beaucoup ont pu constater eux-mêmes lorsque les séances du conseil ont été diffusées... Ce mépris est tout simplement insupportable.

Pour ma part, je ne suis pas celui que vous-même ou certains de vos collaborateurs veulent décrire à tout prix : je ne suis ni extrémiste, ni complotiste, ni raciste, je suis tout autant attaché que vous au sport, à la culture et bien au-delà, au contraire de ce que vous avez osé exprimer lors du dernier conseil, je suis très attentif aux habitants de la ville, de toute la ville, y compris bien sûr du grand ensemble. J'aime cette ville, j'aime Chenôve.

Quant à M. SINGER, mon collègue et ami, je pense qu'il n'a plus à prouver ses états de service au bénéfice de notre commune ainsi que ses convictions républicaines et humanistes...

**T. FALCONNET** – M. NEYRAUD, s'il vous plaît, je ne veux pas vous couper la parole. Vous allez dire encore que je ne suis pas gentil avec vous, je voudrais simplement vous faire un rappel au règlement, et c'est le rôle du maire que de vous faire ce rappel, j'en suis contrit. Le rôle du maire est de rappeler aux conseillers municipaux qui s'éloigneraient de l'ordre du jour. Et là, votre plaidoyer *pro domo* ne concerne absolument pas l'élection des adjoints. Je vais vous demander de conclure, M. NEYRAUD, en toute gentillesse de ma part.

**P. NEYRAUD** – Avoir parlé d'opposition « la plus médiocre » qui soit sur votre page *Facebook* nous a touchés et n'a évidemment pas créé, dès le départ, les conditions d'un débat démocratique serein. Il est grand temps selon nous d'apaiser le climat, et nous vous demandons de nous respecter et de nous considérer comme des personnes élues au même titre que vous, personnes qui n'ont pas d'autres objectifs que de s'occuper au mieux de la ville de Chenôve, de ses habitantes et de ses habitants. Merci.

**T. FALCONNET** – M. NEYRAUD, est-ce que vous êtes candidat au poste d'adjoint au maire ? Parce que je vous rappelle que le point à l'ordre du jour que nous traitons, c'est l'élection des adjoints au maire.

**P. NEYRAUD** – Pour la troisième fois !

**T. FALCONNET** – Vous savez, M. NEYRAUD, il y a deux articles du règlement intérieur dont vous pourriez peut-être faire usage de manière à apaiser les choses, ce sont les articles 5 et

6 de notre Conseil municipal. Si vous avez des choses que vous voulez ajouter à l'ordre du jour ou des questions que vous avez à poser au maire ou à la majorité municipale, vous pouvez le faire à travers les questions orales et les questions écrites. Je suis désolé d'avoir à vous dire ça, je vous le dis sur le ton le plus courtois possible ce soir. Je dois vous rappeler à l'ordre sur le règlement intérieur. Et vous ne le respectez pas en faisant une déclaration qui n'a rien à voir avec l'élection des adjoints. Mais j'ai bien entendu ce que vous avez dit, je vous remercie chaleureusement de votre déclaration, M. NEYRAUD.

M. MICHEL, vous avez la parole. Je donnerai les résultats après la déclaration de M. MICHEL.

**D. MICHEL** – M. le Maire, je ne savais pas si j'allais intervenir. Je ne souhaite pas revenir sur cette situation, je vous avoue une certaine lassitude. J'espère simplement qu'enfin l'élection soit valide et permette aux agents et aux services d'avoir un adjoint clairement identifié et stable.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL, de votre déclaration. M. AUDARD, vous souhaitez prendre la parole ?

**P. AUDARD** – Oui, M. le Maire, très rapidement pour rappeler, je ne voudrais pas que l'on sorte de tout cela avec des idées confuses sur ce qui s'est passé, rappeler que ce qui est en cause, c'est l'application d'une loi de décembre 2019 qui prévoit l'organisation d'une parité stricte sur la composition de la liste des adjoints. Et cette position-là a été reprise par le Tribunal administratif dans les mêmes termes à l'égard d'autres collectivités. Si l'on regarde ce qui s'est passé sur l'ensemble de la France, l'ambiguïté qui pouvait être celle de la lecture par les effets induits de cette loi a généré ce débat-là. C'est donc un déféré préfectoral qui est intervenu, et je suis assez surpris que ce soit M. NEYRAUD qui prenne la parole sur ce dossier, puisque dans ce même jugement a été joint l'affaire de l'élection de mars dernier sur laquelle vous aviez fait une contestation avec 13 points sur lesquels vous avez été systématiquement débouté, et ce jugement montre effectivement que vous avez été dans la recherche de l'apaisement pour ce début de mandat, en déposant une contestation électorale dont le niveau, je dois le dire, n'est pas nécessairement représentatif de ce à quoi nous sommes habitués.

Je voudrais également attirer l'attention sur le fait que cette procédure a généré une véritable dilapidation de deniers publics, puisque entre tous les recommandés reçus par tous les candidats de toutes les listes, et nous en avons reçu combien ? Entre le temps passé par les magistrats à étudier, entre guillemets, votre protestation électorale, entre les frais induits pour l'ensemble des intervenants... J'ai le souvenir que M. Dominique MICHEL a même demandé contre vous 2 500 € de frais irrépétibles.

**D. MICHEL** – C'est excessif dans le montant.

**P. AUDARD** – C'est excessif dans le montant. 1 500, peut-être ?

**D. MICHEL** – Peut-être.

**P. AUDARD** – Peut-être. 1 500 € de frais irrépétibles. Bref. Franchement, venir essayer de nous donner des leçons sur la sérénité de cette assemblée, je vous le dis, vous avez été le porteur de ces tensions, et ce soir, nous mettons un terme, grâce à ce jugement qui traite les deux questions, à cette mauvaise séquence que nous vous devons particulièrement.

**T. FALCONNET** – On est dans le sujet. M. MICHEL, si vous voulez bien reprendre la parole ?

**D. MICHEL** – Pour ne pas qu'il y ait de confusion sur le terme de frais irrépétibles, c'est simplement que la charge de l'avocat que j'avais, je ne souhaitais pas forcément la supporter et je n'étais pas forcément à l'initiative. C'est simplement cette dimension-là qui

était à évoquer.

**T. FALCONNET** – Vous pouvez signaler à combien vous avez évalué, environ, les frais de cette plaisanterie ?

**P. AUDARD** – La plaisanterie, c'est plus de 10 000 € de deniers publics.

**T. FALCONNET** – Voilà. Je saurai m'en souvenir lorsqu'on aura le débat d'orientations budgétaires et qu'on pointera les dépenses que vous avez toujours l'habitude de dénoncer, M. NEYRAUD.

**P. NEYRAUD** – Je peux prendre la parole ?

**T. FALCONNET** – Je vous en prie, M. NEYRAUD, je vous la laisse volontiers. Sous réserve que l'on soit dans le sujet, sinon je vous ferai un rappel à l'ordre.

**P. NEYRAUD** – Je vais être très court. C'est juste un droit, d'avoir le droit de faire un recours.

**T. FALCONNET** – Personne ne vous le reproche.

**P. NEYRAUD** – Par contre, dans les points que vous avez abordés, j'ai été débouté, certes, par manque de preuves. Par manque de preuves, c'est ce qui a clairement manqué. M. FALCONNET, est-ce que je peux vous poser une seule question ?

**T. FALCONNET** – Non, M. NEYRAUD, parce que ça n'a pas de rapport avec l'ordre du jour, et je vous rappelle que nous sommes au troisième point de l'ordre du jour qui est l'élection des adjoints. Jusqu'à preuve du contraire, je ne fais pas partie de l'ordre du jour. Merci, M. NEYRAUD, de votre intervention. Merci beaucoup. C'est toujours constructif, vos interventions.

Donc, le résultat de cette élection. La liste POPARD obtient 28 voix. Nous avons deux bulletins nuls et deux bulletins blancs. Sont élus adjoints au maire :

- 1<sup>re</sup> adjointe : Brigitte POPARD, qui aura dans son porte-feuille déjà bien rempli la question de la transition écologique qu'elle partagera avec M. HABERKORN qui reprendra l'écologie urbaine,
- 2<sup>e</sup> adjoint : Patrick AUDARD,
- 3<sup>e</sup> adjointe : Christiane JACQUOT,
- 4<sup>e</sup> adjoint : Nouredine ACHERIA,
- 5<sup>e</sup> adjointe : Aziza AGLAGAL,
- 6<sup>e</sup> adjoint : Ludovic RAILLARD,
- 7<sup>e</sup> adjointe : Joëlle BOILEAU,
- 8<sup>e</sup> adjoint : Léo LACHAMBRE,
- 9<sup>e</sup> adjointe : Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE, avec comme délégation le Handicap et l'Accessibilité pour tous, ainsi que l'Économie sociale et solidaire.

Merci, Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE, d'avoir accepté ma proposition. Je suis très heureux de vous accueillir dans l'exécutif de cette municipalité. C'est une bonne chose pour cette équipe municipale.

**Le dépouillement du vote a été effectué par deux assesseurs et a donné les résultats suivants :**

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 32
- Nombre de suffrages déclarés nuls : 2
- Nombre de suffrages déclarés blancs : 2

- Nombre de suffrages exprimés : 28
- Majorité absolue : 17

La liste composée de :

- Brigitte POPARD
- Patrick AUDARD
- Christiane JACQUOT
- Nouredine ACHERIA
- Aziza AGLAGAL
- Ludovic RAILLARD
- Joëlle BOILEAU
- Léo LACHAMBRE
- Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

ayant obtenu la MAJORITÉ ABSOLUE des suffrages exprimés dès le premier tour, les membres de cette liste sont élus adjointes et adjoints au Maire.

#### **VOTES**

28 POUR LA LISTE PROPOSÉE PAR LA MAJORITÉ MUNICIPALE

2 NULS

2 BLANCS

## ADMINISTRATION GENERALE

### 4 - MODIFICATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS

Conformément à l'article L.2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils municipaux sont tenus de délibérer pour fixer les indemnités de leurs élus.

Par délibération n° DEL\_2020\_028 du 29 juin 2020, le Conseil municipal a modifié la répartition des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux ayant reçu une délégation de fonction ou ayant été désignés vice-présidents des commissions municipales, comme suit :

| Fonction  | % maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10 000 / 19 999 habitants | % de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve |
|---|--|--|
| Maire   | 65 %   | 39,02 %  |
| 1 <sup>er</sup> adjoint au 8 <sup>e</sup> adjoint | 27,5 %   | 19,65 %  |
| 9 <sup>e</sup> adjoint                            | 27,5 %   | 13,23 %  |
| Conseillers municipaux délégués                   |  | 7,95 %   |
| Vice-présidents de commission                     |  | 2,60 %   |

Conformément aux articles L.2123-22 1° et 5°, et R.2123-23 1° et 4° du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal a également approuvé l'application des majorations d'indemnité, sur l'indemnité octroyée au maire et aux adjoints, comme suit :

| Fonction  | % de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU | % de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de commune chef-lieu de canton |
|---|---|--|
| Maire   | 54,03 %   | 15 %   |
| 1 <sup>er</sup> adjoint au 8 <sup>e</sup> adjoint | 23,58 %   | 15 %   |
| 9 <sup>e</sup> adjoint                            | 15,88 %   | 15 %   |

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire,

Considérant qu'il convient de modifier le tableau des indemnités de fonction des élus (tableau joint à la présente délibération) tout en respectant l'enveloppe globale de la commune,

Vu les articles L.2123-20-1, L.2123-22 1° et 5°, L.2123-23, L.2123-24, L.2123-24-1, R.2123-23 1° et 4° du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DEL\_2020\_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints au maire,

Vu la délibération n° DEL\_2020\_028 du 29 juin 2020 relative à la modification des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux,

Vu le tableau du Conseil municipal,

Vu le tableau des indemnités de fonction joint à la présente délibération, étant précisé que le

tableau détaillé des indemnités de fonction sera modifié compte tenu de la nouvelle élection des adjoints au maire.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'approuver le tableau, ci-joint, relatif aux indemnités de fonction du maire, des adjoints, des conseillers municipaux délégués et des vice-présidents des commissions municipales :

| Fonction                        | % maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10 000 / 19 999 habitants | % de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve |
|---------------------------------|--|--|
| Maire                           | 65 %   | 40,55 %  |
| Adjoints                        | 27,5 %   | 19,65 %  |
| Conseillers municipaux délégués |  | 7,95 %   |
| Vice-présidents de commission   |  | 2,60 %   |

**ARTICLE 2 :** D'approuver l'application des majorations d'indemnité, sur l'indemnité précédemment octroyée au maire et aux adjoints, conformément aux articles L.2123-22 1<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, et R.2123-23 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> du Code général des collectivités territoriales,

| Fonction | % de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU | % de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de commune chef-lieu de canton |
|----------|---|--|
| Maire    | 56,15 %   | 15 %   |
| Adjoints | 23,58 %   | 15 %   |

**ARTICLE 3 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**T. FALCONNET** – Nous passons au point suivant.

*Présentation de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Je vais vous donner la parole, chers collègues, pour vous exprimer sur ce point. Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. NEYRAUD, vous avez la parole.

**P. NEYRAUD** – M. le Maire, mesdames et messieurs les élus, nous nous félicitons de voir que là encore vous avez bien voulu nous écouter pour attribuer une indemnité identique à l'ensemble des adjoints, ce qui n'était pas le cas avant, puisque Mme Marie-Thérèse BOUGÉ n'avait pas le même traitement que les huit autres adjoints et cela faisait de l'écologie le parent pauvre de votre majorité.

Par ailleurs, nous constatons qu'il n'y a maintenant plus personne pour représenter Europe Écologie Les Verts parmi vos adjoints, ce qui est très surprenant.

En ce qui concerne le tableau des indemnités, celui-ci nous semble juste, et ceci à l'euro près, au niveau de l'enveloppe totale grâce à votre augmentation d'environ 1 % à votre égard.

Toutefois, nous devons souligner un nouveau problème, à savoir le fait que la loi dit que l'on ne peut normalement pas voter ensemble les taux attribués avec l'enveloppe globale et d'autre part les majorations de taux lors d'un même vote. *Dura lex sed lex*, pour reprendre



l'expression que vous avez employée vous-même lors du dernier conseil.  
En conséquence, nous ne prendrons donc pas part à ce vote.

Pour conclure mon intervention, l'absence de retransmission par Internet de ce Conseil municipal et des autres à venir dénote un vrai manque de transparence démocratique vis-à-vis des habitants de Chenôve...

**T. FALCONNET** – Je vous fais un rappel au règlement, M. NEYRAUD, nous ne sommes pas dans l'ordre du jour du Conseil municipal.

**P. NEYRAUD** – Je conclus.

**T. FALCONNET** – Eh bien, concluez, mais je vous ferai un rappel à l'ordre.

**P. NEYRAUD** – Mettre en avant le coût de cette opération ne tient pas la route, encore moins la comparaison que vous avez faite tout à l'heure avec le soutien aux acteurs culturels. On doit bien sûr soutenir ces acteurs culturels au maximum, mais cela n'empêche pas d'assurer la retransmission de nos conseils municipaux par Internet.

**T. FALCONNET** – M. NEYRAUD, nous ne sommes pas dans le sujet. Vous évoquerez cette question lorsque nous évoquerons les questions culturelles. Attendez un peu, M. NEYRAUD. Respectez le règlement intérieur, s'il vous plaît.

**P. NEYRAUD** – Cela ne sert à rien encore d'invoquer de grands principes de participation citoyenne si au bout du compte l'accès à une information la plus large possible de nos concitoyennes et de nos concitoyens est restreint comme dans une oligarchie !

De ce fait, M. le Maire, mesdames et messieurs les élus, nous nous en tiendrons là ce soir et vous laissons terminer cette soirée entre vous.

*M. Philippe NEYRAUD et M. Philippe SINGER se lèvent pour quitter la séance du Conseil municipal.*

**T. FALCONNET** – Les habitants de Chenôve apprécieront, M. NEYRAUD et M. SINGER, l'intérêt que vous leur portez.

*Propos inaudibles de M. Philippe NEYRAUD, ce dernier n'ayant pas de micro.*

**T. FALCONNET** – Vous ferez une lettre au Préfet, vous en avez l'habitude.

*Propos inaudibles de M. Philippe SINGER, ce dernier n'ayant pas de micro.*

**T. FALCONNET** – Eh oui, *dura lex sed lex*. Merci, mes chers collègues.

*M. Philippe NEYRAUD et M. Philippe SINGER quittent la séance du Conseil municipal.*

**T. FALCONNET** – Donc je vais mettre aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Napoléon BONAPARTE, dans une telle situation, disait : « *Comediante ! Tragediante !* »

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

30 POUR

2 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. NEYRAUD - M. SINGER

## ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 5 - DÉSIGNATION POUR LE REMPLACEMENT D'UN ÉLU AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations au sein du Conseil municipal peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant que le Conseil municipal, par délibération n° DEL\_2020\_020 du 8 juin 2020, avait créé trois commissions municipales ; qu'à cette occasion il avait fixé les règles suivantes de fonctionnement desdites commissions :

- Chaque élu ne peut être membre que d'une seule commission,
- L'organisation des thématiques présentes dans chaque commission selon les délégations consenties aux adjoints au Maire, permet la présence de trois adjoints dans chaque commission,

Considérant qu'il est loisible au Conseil municipal, pour des motifs tirés de la bonne administration des affaires de la commune, de décider, leur remplacement au sein desdites commissions,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° DEL\_2020\_020 du 8 juin 2020,

Vu la lettre de démission de son mandat de conseillère municipale de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, en date du 27 novembre 2020, et l'installation d'un nouveau conseiller municipal,

Vu le tableau des commissions municipales annexé à la présente délibération.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

**ARTICLE 2 :** De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les commissions municipales tel que précisé dans le tableau suivant,

| COMMISSIONS MUNICIPALES                                     | CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉSIGNÉS | EN REMPLACEMENT DE |
|---|---------------------------------|--------------------|
| COMMISSION PROJETS DE VILLE, TRANSITION ÉCOLOGIQUE, TRAVAUX | P. HUMBERT                      | M-T. BOUGÉ         |

**ARTICLE 3 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**T. FALCONNET** – Je vais vous proposer de voter à main levée.

*Présentation de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Je vous fais grâce de la lecture de la délibération. Quelqu'un a-t-il une déclaration à faire sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

30 POUR

## **6 - DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS AU SYNDICAT DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR DU PLATEAU DU SUD DIJONNAIS (SIPLASUD) – VOTE À BULLETIN SECRET**

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que s'agissant des organes délibérants des syndicats intercommunaux, les représentants des communes dans les syndicats intercommunaux sont élus par les conseils municipaux des communes membres du syndicat dans les conditions prévues à l'article L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que les statuts du Syndicat Intercommunal de sauvegarde et de mise en valeur du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD) prévoient deux représentants titulaires et deux représentants suppléants de la Ville de Chenôve pour siéger au syndicat,

Vu la lettre de démission de son mandat de conseillère municipale de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, en date du 27 novembre 2020,

Vu les articles L.2122-7, L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'élection des délégués devant siéger dans l'organe délibérant des syndicats de communes,

Vu la délibération DEL\_2020\_088 du Conseil municipal du 16 novembre 2020 portant désignation des représentants de la ville de Chenôve au SIPLASUD.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De désigner au scrutin secret deux représentants titulaires et deux représentants suppléants pour siéger au Syndicat Intercommunal de sauvegarde et de mise en valeur du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD), après appel à candidatures :**

- **Titulaires :**
  - M. Thierry FALCONNET
  - M. Bruno HABERKORN
- **Suppléants :**
  - M. Léo LACHAMBRE
  - M. Sylvain BLANDIN

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Cette fois-ci, nous devons voter à bulletin secret. Nous avons été obligés de refaire le vote suite à un recours du contrôle de légalité. Nous allons voter à bulletin secret pour remplacer Mme Marie-Thérèse BOUGÉ dans les délégués de la ville de Chenôve au SIPLASUD.

*Présentation de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Je vous propose la liste suivante. Titulaires : moi-même et M. HABERKORN. Suppléants : M. LACHAMBRE et M. BLANDIN. Y a-t-il une autre liste qui se présenterait ? Je n'en vois pas.

Nous allons procéder au scrutin. L'urne va passer, et M. GIRARD va pouvoir énoncer pour la troisième fois la liste des participants à ce Conseil municipal. M. GIRARD, vous avez la parole.

*Le secrétaire de séance, M. Didier GIRARD, procède à l'appel pendant qu'un agent recueille les bulletins de vote dans une urne.*

**T. FALCONNET** – Je vais vous laisser procéder au dépouillement.

*Les deux assesseurs, Mme WALIDI-ALAOUI et M. LACHAMBRE, procèdent au dépouillement.*

**T. FALCONNET** – Je voudrais juste vous présenter mes excuses, j'ai fait une erreur historique grave. Il ne s'agit pas de Napoléon BONAPARTE, mais du Pape Pie VII s'adressant à Napoléon BONAPARTE. C'est pour vous faire attendre pendant le dépouillement. Aucun rapport avec l'amour de Napoléon pour le concordat, M. le Directeur général des services.

Merci, M. LACHAMBRE et Mme WALIDI-ALAOUI. Donc, la liste qui vous a été proposée a été élue à l'unanimité, à 30 voix pour. Aucun vote blanc ni vote nul. Je vous remercie d'avoir à nouveau désigné nos représentants au SIPLASUD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## 7 - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant les désignations intervenues conformément aux délibérations précédentes du Conseil municipal, au sein des organismes mentionnés dans le tableau ci-après,

Considérant que conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Vu la lettre de démission de son mandat de conseillère municipale de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, en date du 27 novembre 2020,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération DEL\_2020\_022 du Conseil municipal du 8 juin 2020 portant désignation des représentants de la ville de Chenôve dans divers organismes extérieurs.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

**ARTICLE 2 :** De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

| ORGANISMES                                      | MEMBRES<br>TITULAIRES<br>DÉSIGNÉS | MEMBRES<br>SUPPLÉANTS<br>DÉSIGNÉS | EN<br>REMPLACEMENT<br>DE |
|---|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|
| COMMISSION MIXTE<br>VILLE – MJC                 | N. ACHERIA                        |                                   | M-T. BOUGÉ               |
| CONSEIL D'ÉCOLE<br>VIOLETTES<br>(MATERNELLE)    | H. WALIDI-ALAOU                   |                                   | M-T. BOUGÉ               |
| CONSEIL D'ÉCOLE<br>GRANDS CRUS<br>(ÉLÉMENTAIRE) | L. LACHAMBRE                      |                                   | M-T. BOUGÉ               |

**ARTICLE 3 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

*Présentation de la délibération par M. le Maire.*

**T. FALCONNET** – Y a-t-il d'autres candidatures pour remplacer Mme BOUGÉ dans ces

organismes ? Je n'en vois pas. Nous pouvons voter à main levée.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

30 POUR



## JEUNESSE ET SPORT

### 8 - PROPOSITION DE RÉPARTITION DE L'ENVELOPPE POUR LA PROMOTION DU SPORT

Une enveloppe de 12 000 €, dite « sport promotion » comme indiquée dans la convention d'objectifs et de moyens passée entre l'Office Municipal des Sports (O.M.S.) et la Ville de Chenôve en date du 15 janvier 2019, n'a pas été utilisée jusqu'à présent et est inscrite dans l'enveloppe des subventions 2020.

La Ville de Chenôve a été sollicitée par la présidente du Basket Club de Chenôve, cette dernière faisant état de difficultés financières en ce début de saison pour faire fonctionner dans un contexte sanitaire compliqué, une école de basket pour 90 enfants de 4 à 11 ans dont la majorité résident dans le QPV ainsi que 2 équipes évoluant en niveau national.

L'Office Municipal des Sports a également fait part de son inquiétude si d'autres clubs faisaient état de difficultés similaires.

C'est pourquoi, il est proposé la répartition de l'enveloppe « sport promotion » comme suit :

- la somme de 9 000 € pour le Basket Club de Chenôve,
- la somme de 3 000 € pour l'Office Municipal des Sports.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'attribuer une subvention exceptionnelle de 9 000 € au Basket Club de Chenôve,**

**ARTICLE 2 : D'attribuer une subvention exceptionnelle de 3 000 € à l'Office Municipal des Sports de Chenôve,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Je donne cette fois-ci la parole à Mme POPARD.

**B. POPARD** – Merci, M. le Maire.

*Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.*

**B. POPARD** – Si vous me le permettez, M. le Maire, je peux préciser que cette ligne budgétaire apparaît pour la dernière année dans notre enveloppe de subventions, cette question ayant été traitée lors de la dernière commission mixte Ville/OMS, et nous avons acté que cette ligne de 12 000 € serait intégrée à la ligne PPS dont nous avons parlé lors du dernier Conseil municipal. C'était une volonté commune de rendre plus lisible pour tous ces subventions sur le haut niveau que nous avons donc décidé de regrouper en une seule ligne.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme POPARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas. Je ne voudrais surtout pas priver de parole qui que ce soit. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

30 POUR

## FINANCES

### 9 - EXONÉRATION DE LOYERS DES ENTREPRISES TOUCHÉES PAR LA CRISE SANITAIRE ET LOGÉES PAR LA VILLE DE CHENÔVE LORS DU DEUXIÈME CONFINEMENT

Les mesures mises en place pour enrayer la deuxième vague de l'épidémie de la COVID-19 ont entraîné, de nouveau, la fermeture obligatoire de certains commerces, notamment les restaurants.

La ville de Chenôve loue des locaux lui appartenant à deux restaurateurs dont la situation financière a été fragilisée par l'arrêt de leur activité durant la période de confinement.

Afin de contribuer à aider ces entreprises à passer cette période difficile, il est donc proposé, comme lors du premier confinement, d'exonérer des loyers de novembre et décembre 2020, la SARL SIMON FS, gérant de l'Auberge du Vieux Pressoir, et la SAS Le Rougail, locataire de la brasserie du Cèdre.

Le montant total de ces exonérations s'élève à environ 5 200 €.

Vu la demande d'exonération déposée par chaque locataire,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'exonérer des loyers de novembre et décembre 2020, les entreprises précitées locataires de la commune,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Je vais donner la parole tout de suite à M. AUDARD.

**P. AUDARD** – M. le Maire, chers collègues, je regrette que M. NEYRAUD qui s'était exprimé sur ce sujet, il y a quelques mois, ait disparu de notre réunion, et comme je sais qu'il sera probablement fait mention de ce départ lors du rapport de la presse sur ce conseil municipal, je voudrais imaginer, ou ne pas imaginer que c'est pour ne pas débattre de cette question que M. NEYRAUD est parti.

En effet, celui-ci avait indiqué que s'agissant des exonérations de loyers, des commerces dont nous avons la propriété des murs au titre de notre domaine privé, que cette mesure était implicitement discriminatoire à l'égard des autres commerçants qui ne pouvaient pas bénéficier de la même chose, et de nous dire que, finalement, tout le monde devrait en bénéficier, sur l'argent de la commune bien sûr. Tout ça était un peu confus, et j'aurais voulu qu'on poursuive ce débat-là aujourd'hui, et malheureusement, il est parti.

*Présentation de la délibération par Patrick AUDARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. AUDARD. Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – Simplement pour dire que je suis favorable, toutes les solidarités sont bonnes à prendre, si je peux le dire comme ça. Le tissu économique sur les commerces dits non

essentiels, je pense qu'il est justement essentiel de leur montrer qu'on est là et qu'on est solidaires avec eux. On le fait aussi, je ne me trompe pas de sujet, en maintenant les subventions aux associations que ce soit au sein de la commune ou dans d'autres collectivités comme le Département. Je pense qu'il est important que toutes les collectivités puissent montrer leur soutien quand elles le peuvent. Merci.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. C'est un dossier important. C'est une petite somme, mais les entreprises souffrent. Et les entreprises, c'est de l'emploi, c'est du service au public, marchand, certes, mais du service au public pour nos habitants. C'est important. Mme WALIDI, vous avez la parole.

**H. WALIDI-ALAOUI** – Merci M. le Maire. Nous le savons toutes et tous au sein de cette assemblée, cette année 2020 sera une année difficile pour de nombreux acteurs du monde économique français. Dans un contexte rendu encore plus difficile par la crise sanitaire que nous traversons et dont nous ne faisons que percevoir les conséquences économiques et sociales, de nombreuses entreprises sortiront très fragilisées de cette période.

Au sein du groupe « Chenôve pour Tous », cette situation nous préoccupe, et il nous apparaît important, voire primordial que, dans ce contexte, les acteurs du monde économique puissent compter sur un soutien des pouvoirs publics et des collectivités locales, chacune, bien entendu dans le cadre de ses compétences propres.

C'est le sens de cette délibération présentée par notre collègue Patrick AUDARD, initiative politique que nous voterons et qui vise à accorder une exonération de loyer pour les entreprises touchées par la crise et qui sont logées par la Ville.

Par ailleurs, et vous en avez parlé dans votre propos liminaire, M. le Maire, je tiens au nom du groupe à saluer votre initiative visant à communiquer auprès des nombreux commerçants et artisans de Chenôve pour les sensibiliser aux dispositifs d'aides mis en place par l'État mais également par des collectivités locales. C'est le cas de Dijon métropole, très active sur le sujet, avec la mise en place d'un « Fonds de relance économique » accessible aux acteurs de notre territoire. Le faire savoir est important, car tous ne sont pas au courant, et cette aide leur est pleinement destinée pour qu'ils puissent faire face à la situation.

Au sein du groupe « Chenôve pour Tous », nous partageons votre souci de veiller à ce que nos commerçants et nos artisans de proximité, nos PME ou TPE, installées dans notre commune, soient toujours bien informés des dispositifs d'accompagnement pour les épauler en ces temps difficiles. En tant qu'élue métropolitaine, aux côtés de mes collègues de Chenôve, nous œuvrons au cœur de la métropole en ce sens pour les entreprises chenevelières et l'attractivité de notre ville. Je vous remercie de votre attention.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme WALIDI-ALAOUI. Vous avez raison de le souligner. Ça fait aussi partie de la démarche du fonds de relance métropolitain. À ce titre, j'ai demandé la communication des entreprises de Chenôve qui avaient mobilisé le fonds de relance métropolitain. J'en ai demandé la liste, alors que dans le même temps, nous étions sollicités les uns et les autres par des commerçants, par nos coiffeurs... Et j'ai été très surpris de voir que très peu d'entreprises de Chenôve avaient demandé la mobilisation de ce fonds de relance proposé par la métropole. C'est pour ça qu'avec le service Communication de la ville, avec mon cabinet, nous avons récupéré un nombre suffisant de documentations de Dijon métropole récapitulant les aides, et cette documentation a été aujourd'hui adressée à plus de 200 commerçants, artisans de Chenôve pour que, le cas échéant, ils fassent valoir leur droit. Parce que l'accès au droit, c'est aussi en cette période difficile pour les commerçants et pour les artisans qui en ont grandement besoin.

Voilà, mes chers collègues, je vous propose de mettre aux voix. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est une unanimité qui sera appréciée par le monde économique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## ADMINISTRATION GENERALE

### 10 - AVIS SUR LES AUTORISATIONS D'OUVERTURES DOMINICALES 2021 POUR LES COMMERCES DE DÉTAIL EMPLOYANT DES SALARIÉS

Les commerces de détail employant des salariés doivent respecter la règle du repos dominical. Cependant le code du travail donne compétence au maire pour déroger à cette règle sur la base de cinq dimanches, après l'avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés et sous réserve des dispositions préfectorales concernant certains commerces.

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi MACRON », a apporté des modifications à ce dispositif en portant à douze au lieu de cinq le nombre maximum de dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire pourrait être supprimé.

Par ailleurs, elle prévoit de solliciter l'avis du Conseil municipal préalablement à la décision du maire, et ce avant le 31 décembre pour l'année suivante. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.

Depuis de nombreuses années, l'ensemble des communes de la métropole dijonnaise se concertent pour harmoniser les dates avec pour objectifs : la cohérence territoriale, une communication claire auprès du public et l'adéquation entre les enjeux économiques et les enjeux sociaux.

C'est dans ce cadre, au regard des demandes des établissements commerciaux, après organisation par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte-d'Or de la concertation des représentants des pôles commerciaux de Dijon Métropole, et en tenant compte de la consultation des organisations des partenaires sociaux d'employeurs de salariés que le conseil métropolitain de Dijon Métropole s'est prononcé le 19 novembre 2020 sur les demandes de dérogations au repos dominical 2021, à savoir :

- **S'agissant des commerces de détail**, les 24 janvier, 28 novembre, 5, 12 et 19 décembre 2021 qui correspondent à des hausses de consommation exceptionnelles nécessitant une organisation et une logistique en adéquation avec les demandes des usagers, au premier dimanche des soldes d'hiver, au dimanche qui suit le « *black friday* », et aux dimanches de décembre des fêtes de fin d'année,

- **S'agissant de la branche automobile**, les 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 19 septembre et 17 octobre 2021.

Il convient de préciser que la période sanitaire liée à la pandémie peut amener à changer les dates en fonction du décalage des soldes ou d'éventuelles fermetures administratives de confinement.

Vu les articles L.3132-26 et R.3132-21 du Code du travail,

Vu l'avis du conseil métropolitain de Dijon Métropole du 19 novembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'émettre, conformément à l'exposé ci-dessus, un avis favorable de**

**dérogation au repos dominical :**

- de cinq dimanches pour les commerces de détail, à savoir les dimanches 24 janvier, 28 novembre, 5, 12 et 19 décembre 2021,

- de cinq dimanches pour la branche automobile, à savoir les dimanches 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 19 septembre et 17 octobre 2021.

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Il s'agit d'une déclinaison locale de la loi dite Macron. M. KELLER, vous avez la parole.

**P. KELLER** – Merci, M. le Maire, chers collègues.

*Présentation de la délibération par Pascal KELLER.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. KELLER. Je vois que vous êtes parfaitement au courant des soldes, c'est très bien. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – Merci, M. le Maire. Simplement, l'an dernier, j'avais évoqué le fait de pourquoi travailler le dimanche et qu'il y ait une réflexion à l'échelle métropolitaine, le contexte entre-temps est passé par là au niveau de la crise sanitaire qui s'est transformée en crise économique et sociale, donc je serai favorable, mais je reste quand même dans l'idée première qui était la mienne pour montrer que je ne suis pas forcément incohérent avec un changement de décision. Merci.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. Effectivement, ça pourrait être 12, parce que la loi Macron autorise 12 dimanches d'ouverture. Et sur Dijon métropole, en lien avec les organisations syndicales représentant des salariés et des branches, que nous avons pris la décision de limiter à 5, et d'harmoniser, surtout, parce que il y a une période, au début, où les choses n'étaient pas harmonisées.  
M. AMODEO, vous avez la parole pour dire tout le bien que vous pensez de la loi Macron.

**M. AMODEO** – Merci, M. le Maire. Juste un mot, nous étions plus regardants sur l'intérêt des travailleurs de ces entreprises à la distribution, mais aujourd'hui, je dirai un mot d'un de mes camarades aussi : « Fou qui fait le délicat, quand les blés croulent sous la grêle. »

**T. FALCONNET** – Bravo, M. AMODEO. Je vous remercie de votre citation.

*Propos inaudibles de M. AMODEO, son micro n'étant pas allumé.*

**T. FALCONNET** – Restons dans le sujet, M. AMODEO. Je ne voudrais surtout pas être dénoncé pour ne pas avoir fait appliquer le règlement intérieur.  
Merci à tous. Je vais mettre aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR



## CULTURE

### **11 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION TRIPARTITE CINÉMA POUR L'ANNÉE 2020 ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE, LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE (F.R.M.J.C.) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ ET LA M.J.C. DE CHENÔVE**

La ville de Chenôve, la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture de Bourgogne-Franche-Comté (F.R.M.J.C) et la M.J.C de Chenôve partagent la nécessité de promouvoir les expressions cinématographiques sur le territoire de la commune. À ce titre, la ville de Chenôve est inscrite depuis plusieurs années dans le circuit itinérant « Les Tourneurs 21 ».

Cette activité culturelle a pour but la diffusion de films au plus grand nombre dans des conditions professionnelles. Une convention tripartite est proposée chaque année pour fixer les modalités logistiques et financières de ce partenariat.

À travers cette convention, la ville de Chenôve s'engage à soutenir la Fédération Régionale des M.J.C de Bourgogne-Franche-Comté dans la réalisation de cette action par la mise à disposition de moyens (salle de projection) et par la participation aux frais propres à l'activité. Ainsi pour l'exercice 2020, le montant de la participation de la ville de Chenôve est fixé à 4 867,88 €, conformément à la grille tarifaire jointe à la convention.

La M.J.C. de Chenôve est chargée d'organiser les projections de cinéma, la promotion des séances et l'accueil du public.

Vu le projet de convention et son annexe joints à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Administration Générale, Finances, Vie de la cité et Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite cinéma 2020 entre la F.R.M.J.C de Bourgogne-Franche-Comté, la M.J.C de Chenôve et la ville de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Nous allons demander à M. LACHAMBRE de présenter les six délibérations suivantes. M. LACHAMBRE, adjoint à la Culture, vous avez la parole.

**L. LACHAMBRE** – Merci, M. le Maire. J'aurais forcément souhaité débattre avec M. NEYRAUD de la M.J.C. et plus globalement de l'éducation populaire, mais que voulez-vous, petit ange parti trop tôt.

M. le Maire, permettez-moi en introduction de renouveler notre soutien à la Fédération Française des M.J.C., à l'ensemble du personnel devant traverser cette crise, et puis plus globalement aux acteurs de l'éducation populaire en souffrance.

*Présentation de la délibération par Léo LACHAMBRE.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. LACHAMBRE. Y a-t-il des demandes d'intervention sur une délibération qui est votée tous les ans, que nous avons plaisir à voter. Je ne vois pas de demande d'intervention. Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## 12 - ADHÉSION DE LA VILLE DE CHENÔVE À LA FÉDÉRATION NATIONALE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR LA CULTURE (F.N.C.C.)

La Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (F.N.C.C.) est une association pluraliste qui regroupe près de 500 collectivités territoriales et qui s'est donné pour ambition de promouvoir les arts et la culture dans les politiques publiques. Elle vise dans le même temps à soutenir tous les élus dans la mise en place des politiques culturelles territoriales, et en particulier les élus qui sont chargés de la culture.

Après plus de soixante ans d'existence et forte de son pluralisme, la F.N.C.C. constitue aujourd'hui une force de propositions et un partenaire incontournable de l'État.

Elle est également devenue un trait d'union entre les différentes associations d'élus. La F.N.C.C. offre également des services préférentiels pour les adhérents (colloques et rencontres régionales, lettre d'échanges).

La F.N.C.C. est reconnue pour son Centre de Formation des Élus Locaux, agréé par le ministère de l'Intérieur depuis 1994.

L'adhésion annuelle pour une commune de 10 000 à 30 000 habitants est de 511 €.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser l'adhésion de la ville de Chenôve à la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (F.N.C.C.),**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. LACHAMBRE, vous poursuivez.

**L. LACHAMBRE** – Oui, merci, M. le Maire. Je vais faire un petit propos introductif sur le monde de la culture. Vous savez la difficulté, la déception des annonces du gouvernement sur le report des ouvertures des salles de spectacle, et notre soutien que nous manifestons vers tous ces acteurs, comment en est-on arrivés là ? Comment peut-on comprendre qu'on ouvre les supermarchés, les transports en commun et que la culture, elle, serait plus dangereuse, et amènerait une propagation du virus ? À moins de considérer que la culture, ce n'est que du divertissement, et dans ce cas-là nous avons un vrai débat de fond, une vraie divergence de fond avec le gouvernement en place.

*Présentation de la délibération par Léo LACHAMBRE.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. LACHAMBRE. Vous allez à l'essentiel, c'est bien. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Mme CARLIER, vous avez la parole.

**C. CARLIER** – M. le Maire, chers collègues, il est essentiel, dans ces temps difficiles liés à la crise sanitaire, de confirmer, par ce type d'adhésion, notre soutien plein et entier aux professionnels de la culture. En effet, le spectacle vivant, la danse, la musique, le théâtre, sont les grands oubliés d'un plan de relance qui s'attache principalement à la question visible de la culture, celle du patrimoine immobilier, tout comme, d'ailleurs, le loto annuel lors des journées du patrimoine. Mais quid de tout le reste ?

Si, le 14 novembre dernier, autant de maires ont fait savoir leur mécontentement pour

l'absence criante de la lutte contre la pauvreté dans la feuille de route de « France relance », et bien au prochain conseil, voire au niveau national en s'appuyant sur la fédération à laquelle nous allons, je l'espère, adhérer, il sera sans doute opportun de réaliser un vœu tout comme vous l'avez porté, M. le Maire, contre la pauvreté.

En effet, la culture ne doit pas être « le parent pauvre » de la relance nationale. La culture, ce n'est pas seulement du loisir. La culture, c'est l'apprentissage de nos valeurs humaines, c'est le développement de notre appréhension du monde, c'est l'ouverture de la pensée. La culture, c'est la construction de notre esprit critique, l'expression de notre créativité qui participe, je le rappelle, à notre bonne santé psychique car c'est une forme de prévention à l'emprise mentale, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne.

La culture c'est aussi ce qui fait que nous sommes humains et fiers de l'être. C'est ce que nous partageons, ce qui nous élève, elle est imbriquée dans notre ADN social.

Alors, comment bannir tout un pan de la culture, le mettre aux oubliettes lors de cette crise sanitaire ? Il est indispensable de s'unir, de se fédérer, comme nous le faisons là, pour faire valoir le travail des artistes, et de tous les professionnels qui participent à l'œuvre indispensable de notre émancipation humaine.

Lors de ce Conseil municipal, beaucoup de délibérations s'inscrivent dans le domaine de la culture pour préserver l'action municipale culturelle et la développer. D'ailleurs, comme vous l'avez indiqué dans votre propos liminaire, avant la communication du premier ministre jeudi dernier, la ville de Chenôve avait souhaité poursuivre des spectacles en présentiel alors qu'elle était la seule de l'agglomération !

M. le maire, chers collègues, continuons ensemble dans ce sens pour soutenir tous les artistes et réfléchissons dès aujourd'hui à nos moyens d'action pour leur apporter davantage notre aide. Merci.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme CARLIER. M. LACHAMBRE, vous vouliez ajouter un petit mot ?

**L. LACHAMBRE** – Tout d'abord, vous remercier, Mme CARLIER et l'ensemble de votre groupe. Je voudrais apporter deux, trois nouvelles qu'on a eues dans l'après-midi.

On pourrait avoir une réouverture possible du Conservatoire à partir de demain. Un arrêté doit être signé demain, les conservatoires pourraient rouvrir. Mais alors, quid de rouvrir à cinq jours des vacances, sans avoir anticipé cette annonce et que nous n'ayons pu prévenir les enfants du Conservatoire ? Alors, on voit la précipitation de tout cela, mais je tenais à vous partager cette information.

Vous dire également, en réponse à ce vœu qui peut être une excellente idée, nous sommes en train de réagir via la contribution sur plusieurs tribunes, qui devraient paraître prochainement, à différents niveaux, que ce soit localement avec d'autres collègues de la métropole, ou nationalement via la F.N.C.C., mais je vous relaierai à chaque fois les tribunes que je signerai au nom de la Ville de Chenôve.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme CARLIER et M. LACHAMBRE. Ça nous manque, tout simplement, de ne pas aller au théâtre, de ne pas aller au cinéma, de ne pas aller voir un spectacle de danse. On était avec Figure2Style ce matin, et on espère là aussi, entre le sport, la culture et les JO, ils trouveront toute leur place, parce qu'on les soutient et qu'on les aime.

Je mets aux voix. Qui est contre cette adhésion ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

### **13 - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION TROPHÉE IMPRO CULTURE ET DIVERSITÉ POUR L'ANNÉE 2020-2021**

La Fondation Culture & Diversité organise chaque année un championnat national de matchs d'improvisation théâtrale inter-collèges. L'ensemble des programmes de la fondation et de ses partenaires est mené en partenariat étroit avec le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Culture et de la Communication. Depuis 2006, près de 28 000 élèves, issus de plus de 200 établissements scolaires en France, ont participé à ces programmes portés par l'association « Trophée d'impro Culture et Diversité ».

Le Trophée d'Impro Culture & Diversité se déroule en quatre temps. Sont d'abord organisés, au sein des collèges, relevant principalement de l'éducation prioritaire et tout au long de l'année, des ateliers autour du match d'improvisation, dirigés par des comédiens / metteurs en scène en temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire. Les élèves participent ensuite à des matchs d'improvisation théâtrale, dans leur collège puis dans leur ville, puis en région. Enfin, les quatre demi-finalistes viennent à Paris pour représenter leur ville lors de la finale du trophée, dans un grand théâtre parisien.

La ville de Chenôve participe pour la deuxième année scolaire à ce dispositif qui rencontre un grand succès auprès des collégiens, des enseignants et des partenaires institutionnels et associatifs.

La Ville pilote ce dispositif en lien avec la Maison des Jeunes et de la Culture (M.J.C.) de Chenôve, qui est la référente pour les collèges.

Il est donc proposé de renouveler cette convention de partenariat pour l'année scolaire 2020-2021 dans les mêmes conditions que la précédente édition.

Cette convention de partenariat précise les modalités d'accompagnement du référent scolaire, la prise en charge financière du trophée par la fondation à partir de la demi-finale.

Outre un appui administratif sur l'organisation des comités de pilotage et techniques, l'accompagnement et le suivi du projet conformément au cahier des charges de la fondation, la commune de Chenôve met à disposition des moyens humains et logistiques afin d'organiser les différents temps de rencontres. Elle prend également en charge la communication et une partie de la rémunération du comédien intervenant.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration Générale, Finance, Vie de la Cité et Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat 2020-2021 avec l'association Trophée d'impro Culture et Diversité aux conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. LACHAMBRE, vous poursuivez.

*Présentation de la délibération par Léo LACHAMBRE.*

**L. LACHAMBRE** – Je profite de cette délibération pour vous proposer que la Ville de Chenôve soit candidate pour accueillir les finales régionales de Trophée d'Impro 2021 à Chenôve.

**T. FALCONNET** – Merci, M. LACHAMBRE. Écoutez, vous êtes adjoint à la Culture, donc vous allez faire des propositions à la majorité municipale pour voir comment, budgétairement parlant, vous faites tenir les choses dans le budget qui est alloué à la Culture, dans le cadre de la préparation budgétaire 2021. C'est la règle, mais nous sommes bien évidemment ouverts à une telle organisation.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

30 POUR

#### 14 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ASSOCIATION ART PUBLIC ET SES PARTENAIRES POUR LE FESTIVAL MODES DE VIE POUR LES ANNÉES 2021 ET 2022

L'association Art Public a pour but de concevoir et d'accompagner des projets artistiques et culturels par le biais de spectacles, d'expositions, de résidences d'artistes, de formations et de tout autre moyen, afin de sensibiliser un large public à l'art via notamment l'organisation du festival « Modes de vie ». Sous l'impulsion des principaux financeurs du Contrat de Ville (État, Région Bourgogne-Franche-Comté, Dijon Métropole), il est proposé aux communes dont un quartier relève de la politique de la ville (Dijon, Talant, Quétigny, Longvic et Chenôve) de formaliser par une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (C.P.O.M) les engagements de l'association et des partenaires publics associés. La ville de Chenôve a approuvé ce projet lors du Conseil municipal du 9 avril 2018.

D'un commun accord, les partenaires à la C.P.O.M souhaitent prolonger de deux exercices le dispositif dont les objectifs se déclinent toujours ainsi :

- garantir le développement d'une action culturelle de proximité et sa médiation afin d'en faire profiter prioritairement les publics des quartiers Politique de la ville qui sont les plus éloignés de l'offre et des pratiques artistiques de la Métropole dijonnaise (le Mail à Chenôve, les Grésilles et la Fontaine d'Ouche à Dijon, le Bief du Moulin et Guynemer à Longvic, le Centre-ville de Quétigny, le Belvédère à Talant)
- coordonner et mettre en œuvre les actions afin de répondre aux enjeux suivants :
  - mobiliser les acteurs culturels et sociaux autour d'une démarche culturelle participative mettant les habitants au cœur du processus de création,
  - favoriser la fréquentation et la diffusion des œuvres dans les quartiers Politique de la ville,
  - fédérer et coordonner tous les acteurs participant au Festival Modes de Vie,
  - favoriser la découverte de nouveaux modes d'expression culturelle,
  - proposer et coordonner l'animation d'ateliers de pratique artistique et culturelle pour les habitants des quartiers,
  - assurer la médiation des actions initiées auprès des habitants des quartiers Politique de la ville,
  - garantir une programmation qui permette une appropriation forte de l'espace public,
  - favoriser la découverte des établissements culturels des quartiers par leurs habitants,
  - favoriser la circulation des publics,
  - favoriser la rencontre des habitants et des artistes.

Sur les deux exercices complémentaires (2021, 2022), les partenaires suivants s'engagent à soutenir l'association Art Public :

| Partenaire       | Montant annuel |
|------------------|----------------|
| Etat – D.D.C.S   | 1 500 €        |
| Etat – D.R.A.C   | 2 000 €        |
| Région           | 15 000 €       |
| Dijon Métropole  | 14 000 €       |
| Ville de Chenôve | 2 800 €        |
| Ville de Dijon   | 12 000 €       |

|                   |                 |
|-------------------|-----------------|
| Ville de Longvic  | 1 000 €         |
| Ville de Quétigny | 1 800 €         |
| Ville de Talant   | 3 000 €         |
| <b>TOTAL</b>      | <b>53 100 €</b> |

La participation de la ville de Chenôve s'élèverait donc à 2 800 € par année.

Vu le projet de convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens, joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité et Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour les exercices 2021 et 2022 avec l'association Art Public aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. LACHAMBRE, toujours. C'est un beau festival ! Vous avez la parole.

*Présentation de la délibération par Léo LACHAMBRE.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. LACHAMBRE. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

30 POUR



## **15 - AUTORISATION DE SIGNATURE DES AVENANTS DU CONTRAT TERRITOIRE LECTURE (C.T.L) MÉTROPOLITAIN ET DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION CULTURELLE (C.C.C.) AVEC L'INTÉGRATION DE LA VILLE DE TALANT AUX DISPOSITIFS CULTURELS MÉTROPOLITAINS POLITIQUE DE LA VILLE**

Le diagnostic du pilier « cohésion sociale » du Contrat de ville 2015-2020, prorogé par l'État jusqu'en 2022, a mis en évidence la présence en nombre d'équipements culturels et de structures associatives dans les quartiers de la Politique de la ville (QPV). Pour autant, les habitants de ces quartiers les fréquentant peu, un fort besoin de médiation était attendu sur ces territoires.

C'est pourquoi, pour organiser différents modes de médiation, une Convention Culture et Territoires ainsi que son annexe, un Contrat Territoire Lecture, ont été signés le 29 septembre 2016 entre le Ministère de la Culture (DRAC de Bourgogne-Franche-Comté), l'Éducation nationale (Rectorat de l'Académie de Dijon) et la Communauté urbaine du Grand Dijon, pour la période 2016-2018.

Cette convention et ce contrat témoignaient de la volonté des signataires de définir une stratégie commune de développement de l'action culturelle, pour et avec les habitants des quartiers Politique de la ville. Les actions mises en œuvre dans ce cadre, en 2016-2018, ont posé les bases d'un projet culturel appliqué à la Politique de la ville, en collaboration avec les communes de Chenôve, Dijon, Longvic, Quetigny et Talant.

Ces actions leur ont permis de déterminer des objectifs et d'élaborer des dispositifs partagés en matière culturelle dans ces quartiers, favorisant ainsi l'émergence de nouvelles pratiques communes, notamment entre les bibliothèques municipales présentes en leur cœur ou à proximité.

Par conséquent, pour poursuivre le travail engagé et renforcer les actions entreprises, une Convention de Coopération Culturelle 2019-2022 et un Contrat Territoire Lecture 2019-2022 qui constitue sa déclinaison dans le champ de la lecture publique, ont été approuvés lors du Conseil municipal du 24 juin 2019. Les communes de la politique de la ville à l'exception de Talant, ont souhaité en être signataires aux côtés de Dijon métropole, de la DRAC de Bourgogne-Franche-Comté et de l'Éducation nationale.

La ville de Talant a exprimé, par un courrier de Monsieur le maire de Talant adressé à Monsieur le Président de Dijon Métropole en date du 31 août 2020, sa volonté de rejoindre les partenaires signataires de la Convention de Coopération Culturelle et du Contrat Territoire Lecture, pour la période 2021-2022, au motif que la culture est un levier de développement des quartiers politique de la ville en ce qu'elle valorise les compétences des habitants, leur appropriation du territoire, ainsi que la création et l'animation du lien social.

Afin d'enrichir et de renforcer la coopération territoriale en matière culturelle de toutes les communes de la politique de la ville, il est proposé d'approuver, par voie d'avenant, la réintégration de la ville de Talant, pour les années 2021 et 2022, dans les deux dispositifs culturels du contrat de ville que sont la Convention de Coopération Culturelle 2019-2022 et le Contrat Territoire Lecture 2019-2022.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser monsieur le Maire à signer les projets d'avenants à la Convention de Coopération Culturelle 2019-2022 et au Contrat Territoire Lecture 2019-**

**2022 annexés au présent rapport intégrant la ville de Talant au sein des deux dispositifs,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. LACHAMBRE, vous avez la parole.

*Présentation de la délibération par Léo LACHAMBRE.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. LACHAMBRE. Y a-t-il des oppositions à ce que Talant rejoigne le Contrat Territoire Lecture ? Il faut que l'on donne un avis, c'est normal. C'est une délibération qui sera votée par l'ensemble des communes. Je ne vois pas de demande d'intervention. Donc, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

30 POUR

## **16 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX DU CÈDRE À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE MUSIQUE (E.S.M.) BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ**

L'École Supérieure de Musique (E.S.M.) Bourgogne-Franche-Comté est accréditée par le ministère de la Culture et, à ce titre, est autorisée à délivrer les diplômes suivants :

- le Diplôme National Supérieur Professionnel de Musicien (DNSPM) Instrumentiste/Chanteur dans les domaines : Musiques classique à contemporaine, Musique ancienne, Jazz et Musiques actuelles amplifiées,
- le DNSPM de Chef d'ensembles instrumentaux et vocaux,
- le DNSPM Métiers de la création - composition,
- le Diplôme d'État (DE) d'enseignement instrumental ou vocal dans les domaines : Classique à contemporain, Jazz et Musiques improvisées, Musiques actuelles amplifiées, Musique ancienne et dans les disciplines Direction d'ensembles vocaux, Direction d'ensembles instrumentaux, Formation musicale, Accompagnement - option musique.

Dans ce cadre, elle souhaite donner une visibilité spécifique et des conditions de travail optimales à son département de Musiques actuelles, ancrer la formation sur un territoire urbain ayant des enjeux sociaux forts, développer des partenariats pérennes dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle et favoriser ainsi l'insertion professionnelle de ses étudiants.

La Ville de Chenôve est propriétaire du Centre de culture et de rencontre - le Cèdre. Au sein de cet établissement, le Conservatoire à Rayonnement Communal (CRC) de Chenôve propose ses enseignements et activités. Par le Cèdre et le C.R.C, la Ville de Chenôve souhaite accroître qualitativement les propositions d'action culturelle et artistique en faveur de sa population et développer sur son territoire une programmation culturelle de haut niveau, une offre de formation et de pratique dans le domaine des Musiques actuelles, en lien avec les enseignements dispensés au sein de son Conservatoire et avec les activités d'éducation artistique et culturelle proposées dans le cadre de la politique de la Ville.

Depuis 2016, l'E.S.M et la Ville de Chenôve se retrouvent régulièrement autour de projets artistiques communs où exigence et développement culturel se mêlent.

La présente convention entre la Ville de Chenôve et l'École Supérieure de Musique (E.S.M.) Bourgogne-Franche-Comté est conclue pour une première année d'activité, du 1<sup>er</sup> janvier au 16 juillet 2021. Elle est une première étape visant à consolider un partenariat sur le long terme entre la Ville de Chenôve et l'E.S.M. en faveur de la formation des élèves, de la promotion et de la formation des musiques actuelles.

En cas de renouvellement, les deux parties s'entendent sur le principe de conclure une convention pluriannuelle afin de pérenniser l'accueil des activités de l'École Supérieure de Musique (E.S.M.) Bourgogne-Franche-Comté au sein du Cèdre et du Conservatoire à rayonnement communal de Chenôve.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition de locaux du Cèdre, à titre gratuit, à l'École Supérieure de Musique**

**(E.S.M.) Bourgogne-Franche-Comté,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. LACHAMBRE, vous présentez votre dernière délibération. Une belle délibération qui nous fait tous plaisir.

*Présentation de la délibération par Léo LACHAMBRE.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. LACHAMBRE. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – Merci, M. le Maire. Ce n'est pas sur ce point, mais sur les six délibérations que je voulais intervenir. Effectivement, je voudrais saluer l'ensemble des actions en soutien à la culture qui sont proposées ce soir, sur lesquelles j'ai voté favorablement par rapport à tout l'intérêt qu'il y a dans ce que vous avez pu évoquer sur le manque de culture, le manque de théâtre, le manque de concerts, dans un climat ultra-anxiogène, où je pense que l'état de chacun devrait être pris en compte dans une priorité d'ouvrir les gens vers l'extérieur pour que la culture puisse reprendre pied assez rapidement, en tout cas je le souhaite, et les décisions qui sont prises ce soir vont en ce sens. Merci.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL, pour votre appréciation et soutien. Effectivement, je pense que l'on va avoir besoin de se soigner les uns les autres, et notamment par le biais de la culture. Dans le sens, prendre soin de l'autre. Oui, parce que pour l'instant, on est encore dans la crise.

Je vais mettre aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## COHESION SOCIALE ET URBAINE

### 17 - APPROBATION DES CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (TFPB)

Il est rappelé que, dès lors qu'un contrat de ville est signé, la loi de finances 2015 prévoit un abattement de 30 % sur la base d'imposition de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les logements à loyer modéré situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cet abattement permet aux bailleurs de compenser partiellement les surcoûts de gestion liés aux besoins spécifiques des quartiers concernés.

Par délibération du 7 novembre 2016, le Conseil municipal a approuvé les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB par les quatre bailleurs concernés pour la période 2016-2018. Ces conventions ont été prolongées, par délibération du 7 décembre 2018, de deux années supplémentaires afin de se caler sur la durée du contrat de ville de Dijon Métropole 2015-2020.

À Chenôve, cet abattement de TFPB concerne 1 615 logements situés dans le quartier du Mail appartenant aux quatre bailleurs suivants : Orvitis (957 logements), Grand Dijon Habitat (402 logements), Habellis (169 logements) et CDC Habitat (87 logements).

En 2019, l'abattement de TFPB consenti aux bailleurs concernés représentait un montant total de 406 887 €, répartis de la manière suivante :

| Bailleur            | Nombre de logements concernés par l'abattement de TFPB | Montant prévisionnel de l'abattement de TFPB 2019 | Montant des dépenses valorisées au titre de l'abattement TFPB 2019 |
|---------------------|--|---|--|
| Orvitis             | 957  | 219 819 €   | 227 805 €  |
| Grand Dijon Habitat | 402  | 100 023 €   | 144 722 €  |
| Habellis            | 169  | 66 900 €  | 62 007 €   |
| CDC Habitat         | 87   | 20 145 €  | 52 606 €   |
| <b>TOTAL</b>        | <b>1 615</b>   | <b>406 887 €</b>                                  | <b>487 140 €</b>   |

Il convient de noter que les dépenses valorisées par les bailleurs d'un montant total de 487.140 euros en 2019 sont supérieures au montant prévisionnel de l'abattement de TFPB de près de 20 %.

La loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a prolongé les contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2022 entraînant de fait un maintien, jusqu'à cette date, des périmètres des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des mesures fiscales accordées spécifiquement à ces quartiers. Les conventions actuelles d'utilisation de l'abattement de TFPB arrivant à échéance le 31 décembre 2020, il convient d'en établir de nouvelles pour l'année 2021.

Annexées à la présente délibération, ces nouvelles conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB précisent le cadre et les modalités de suivi des programmes d'actions que les bailleurs s'engagent à mettre en œuvre en compensation de cet abattement soit par un renforcement des moyens de gestion de droit commun, soit par la mise en place d'actions ou de moyens spécifiques. Ces conventions sont signées par l'État, Dijon Métropole, la ville de Chenôve et chacun des quatre bailleurs.

Les actions valorisées par les bailleurs participent à l'atteinte des objectifs fixés dans le pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » du contrat de ville de Dijon Métropole et

s'inscrivent dans le cadre de la démarche de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) animée par la collectivité.

La nature des actions proposées est variable d'un bailleur à l'autre en fonction de leur organisation propre et de leurs modalités d'intervention particulières. Néanmoins, les actions conduites se déclinent selon les axes suivants :

- renforcement de la présence du personnel de proximité,
- formation et soutien des personnels de proximité,
- sur-entretien,
- gestion des déchets et des encombrants,
- tranquillité résidentielle,
- concertation et sensibilisation des locataires,
- animation, lien social, vivre ensemble,
- travaux de remise en état des logements...

Les actions proposées par les bailleurs feront l'objet d'un suivi régulier au niveau communal et d'un bilan annuel qui sera présenté à l'État, à Dijon Métropole et à la commune de Chenôve.

Vu les projets de convention joints en annexe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver les projets de conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur la propriété bâtie, jointes au présent rapport,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications ne remettant pas en cause leur économie générale,**

**ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer ces conventions,**

**ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Je donne maintenant la parole à Mme POPARD, pour un dossier moins attractif.

**B. POPARD** – Merci, M. le Maire.

*Présentation de la délibération par Brigitte POPARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme POPARD. C'est une délibération très importante. Quand vous regardez la somme consacrée aux bailleurs, ça n'est pas rien. Et puis, je signale également que c'est ce qui sert à financer l'association Grand Dijon Médiation. Et d'après mes informations, le bailleur ORVITIS, qui tient une place éminente sur Chenôve, puisque c'est le bailleur le plus important, le bailleur ORVITIS, qui avait décidé de sortir du dispositif de médiation de Dijon métropole, a accepté d'y revenir, de manière à ce que l'on puisse travailler cette question de la médiation sociale ensemble sur le territoire de Chenôve, et

notamment sur le quartier de la politique de la ville.

Et le fait que l'on mette en place aussi une instance de contrôle, de l'utilisation de surveillance de ces abattements TFPB déclinée à l'échelle de la commune, et pas seulement à l'échelle de la métropole, c'était une demande de certains maires, dont je fais partie, que l'on puisse avoir une vision locale de l'utilisation des abattements de TFPB.

M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – Merci, M. le Maire. Simplement, c'est un élément important, ça a un rapport important, dans le cadre de la politique de la ville, dans le cadre du contrat de ville, il y a des axes très forts à proximité des habitants, et je pense que les bailleurs, au travers de leur savoir-faire et de leur expertise sur le territoire, ont toute leur place. Et la déclinaison que vous apportez sur, enfin, un contrôle à l'échelle communale, puisque avant c'était quand même assez dilué, je pense que c'est plutôt une bonne nouvelle, surtout un contrôle annuel. En ce sens, j'espère que l'on aura, du coup, un compte-rendu annuel en séance du Conseil, si c'est possible, justement sur ces actions menées. Merci.

**T. FALCONNET** – Si vous en faites la demande, M. MICHEL, je ne vois pas d'opposition à ce que vous ayez le compte-rendu de l'utilisation des abattements de TFPB sur le territoire communal. Il n'y a aucun problème là-dessus.

Mme POPARD, vous avez la parole.

**B. POPARD** – Il est prévu, en tout cas, que le comité de suivi se réunisse au moins trois fois par an pour avoir une vision très très précise.

**T. FALCONNET** – Voilà, donc votre demande est enregistrée, M. MICHEL. Il faudra peut-être nous y faire penser. Mais ça ne sera pas de la mauvaise volonté de notre part, vous nous le rappellerez quand la situation se présentera, mais je n'y vois absolument pas d'inconvénient.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

29 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. LACHAMBRE

## DOMAINE ET PATRIMOINE

### 18 - DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA PLACE DU 19 MARS 1962

Par courrier du 19 mars 2018 du Cabinet SOULARD (syndic de la copropriété « Les Primevères »), la Ville a été sollicitée afin d'étudier une proposition d'acquisition par la copropriété, d'une partie de la Place du 19 mars 1962, dans la perspective d'agrandir l'emprise foncière de la copropriété et répondre à la demande de privatisation du stationnement des résidents.

Il est rappelé que, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), le secteur Renan fera l'objet d'interventions lourdes sur le cadre bâti (démolitions partielles, réhabilitations, résidentialisations, ...) et sur les équipements publics (réhabilitation/extension de la bibliothèque François Mitterrand, ...).

Cette perspective de requalification du secteur Renan soulève la question du devenir de la Place du 19 mars 1962. Aujourd'hui, elle est affectée au stationnement public dans un secteur où le besoin de stationnement est moindre depuis la démolition de la tour n°12 rue Renan et devrait se réduire davantage avec la démolition partielle de l'immeuble Matisse situé à proximité immédiate.

Dans ce contexte, la place du 19 mars 1962 pourrait, à terme, faire l'objet :

- soit d'une cession de tout ou partie de son emprise à la copropriété « Les Primevères »,
- soit d'un aménagement intégré dans le projet de réhabilitation/extension de la bibliothèque François Mitterrand.

Il est précisé que le devenir de cette Place et son futur aménagement feront l'objet d'une concertation associant les riverains et, plus particulièrement, des représentants de la copropriété « Les Primevères ».

L'opération envisagée ayant pour conséquence une modification des fonctions de desserte de circulation et de stationnement d'une emprise dépendant du domaine public métropolitain, il convient au préalable d'effectuer une enquête publique en vue de sa sortie du domaine public.

Cette voirie étant métropolitaine, il appartiendra à Dijon Métropole d'accomplir toutes les démarches nécessaires menant à une procédure d'enquête publique, de désaffectation et de déclassement du domaine public,

Vu notamment le Code de la Voirie Routière et ses articles L.141-3 et suivants et R.141-4 et suivants relatifs aux modalités de l'enquête publique,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 1er décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De mandater Dijon métropole à engager les formalités administratives préalables au déclassement du domaine public métropolitain de l'emprise foncière conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'exécution de cette décision,**



**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. AMODEO, vous avez la parole.

**M. AMODEO** – Merci, M. le Maire.

*Lecture de la délibération par Martino AMODEO.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. AMODEO. Y a-t-il des demandes d'intervention sur l'avenir de la place du 19 mars 1962 ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

30 POUR

## FINANCES

**19 - AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2021**

Conformément à l'article 1612-1 du Code général des collectivités territoriales qui stipule que « Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. (...) Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »

Compte tenu que l'adoption du budget primitif pour 2021 est prévue le 29 mars 2021, il convient d'affecter par anticipation des crédits d'investissement, dans la limite du quart de ceux votés en 2020 (4 603 360 €), afin de permettre le lancement de consultations pour des travaux à réaliser dans des délais contraints, ainsi que l'acquisition d'équipements indispensables aux services.

Il est donc proposé d'exécuter par anticipation le budget d'investissement à hauteur de **1 144 840 €**.

| Opération  | Montant    | Imputation |
|--|------------|------------|
| Logiciel Ressources Humaines   | 20 000,00  | 20/2051    |
| Matériel d'entretien des espaces verts et scie à onglet                | 5 100,00   | 21/2158    |
| Postes de travail (ordinateurs)  | 10 000,00  | 21/2183    |
| Mobilier   | 5 000,00   | 21/2184    |
| Police municipale : 9 pistolets et tube chargement/déchargement        | 5 800,00   | 21/2188    |
| Urnes et isoloirs  | 3 000,00   | 21/2188    |
| Équipement des restaurants scolaires                                   | 5 000,00   | 21/2188    |
| La Fabrique : matériel pédagogique                                     | 3 000,00   | 21/2188    |
| Hôtel de ville : rénovation thermique (seconde tranche)                | 470 000,00 | 23/2313    |
| Maternelle Jules Ferry : rénovation générale (1 <sup>re</sup> tranche) | 240 000,00 | 23/2313    |
| Démolition du centre de loisirs  | 200 000,00 | 23/2313    |
| Élémentaire Gambetta : rénovation des sanitaires                       | 40 000,00  | 23/2313    |

|  |                    |         |
|--|--------------------|---------|
| Levée des réserves électriques                       | 15 000,00          | 23/2313 |
| Reconstruction gymnase du Mail : avances sur travaux | 122 940,00         | 23/238  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>1 144 840 €</b> |         |

Les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2021.

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses mentionnées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – M. AUDARD, adjoint aux Finances, vous avez la parole. Sachant que nous avons décidé de repousser le vote du Budget primitif.

*Présentation de la délibération par Patrick AUDARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. AUDARD. Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – Merci, M. le Maire. De manière très brève, je vais m'abstenir sur cette délibération. J'attendrai la suite, dans le cadre des futurs débats que nous aurons.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

#### **VOTES**

29 POUR

1 ABSTENTION :

M. MICHEL

## 20 - TARIFS 2021 DES SERVICES MUNICIPAUX

Par délibérations n° DEL\_2019\_111A du 16 décembre 2019, le Conseil municipal a adopté les tarifs de l'ensemble des services municipaux relevant de sa compétence et pris acte de la communication des tarifs adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir du Conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Il est rappelé que les tarifs sont présentés dans deux annexes séparées permettant de distinguer :

- Les tarifs relevant de la compétence du conseil municipal et devant être soumis à son approbation (annexe 1),
- Les tarifs (location ou prix de cession) adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir de l'assemblée délibérante, celle-ci devant prendre acte de leur communication (annexe 2).

Considérant le travail effectué les exercices précédents pour conserver une stabilité des recettes entre exercices budgétaires, les tarifs applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ne nécessitent pas d'augmentations notoires, mais seulement quelques adaptations conjoncturelles.

Quelques tarifs ont été adaptés aux contingences économiques. C'est le cas pour le cimetière, avec un nouveau tarif introduit pour couvrir les frais de vacations funéraires et la redevance pour les plaques d'identification qui est désormais au prix coûtant. De même, les redevances d'occupation des logements du domaine public, après deux ans de stabilité, sont revalorisées en fonction de l'évolution de l'indice de revalorisation des loyers au cours de ces deux années.

Les tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, et ce jusqu'à ce que de nouveaux tarifs soient éventuellement votés, eu égard aux évolutions conjoncturelles.

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DEL\_2019\_111A du 16 décembre 2019,

Vu les documents joints en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter les tarifs de l'annexe n° 1 selon les principes développés dans le présent rapport,**

**ARTICLE 2 : De prendre acte de la communication des tarifs (locations ou prix de cession) de l'annexe n° 2 adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir du conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.**

**T. FALCONNET** – M. AUDARD, toujours vous. Vous avez la parole.

*Présentation de la délibération par Patrick AUDARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. AUDARD. C'est un choix politique, ici aussi, de ne pas augmenter les tarifs municipaux. Je le signale. C'est aussi du pouvoir d'achat pour nos concitoyens, dans une période où joindre les deux bouts va être de plus en plus compliqué pour un nombre encore plus important d'habitants de Chenôve.

M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – M. le Maire, je vais encore être bref. Autant je me suis abstenu sur la question des investissements et du vote budgétaire que nous aurons, autant sur les tarifs, je partage et donc je voterai pour.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, ces tarifs sont adoptés à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

30 POUR

## RESSOURCES HUMAINES

### 21 - CRÉATION DE POSTE D'ADULTE-RELAIS

Créé par le comité interministériel des villes du 14 décembre 1999, le programme « Adultes-relais » encadre des interventions de proximité dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Le dispositif vise la mise en place d'actions de médiation sociale dans les QPV afin d'améliorer les rapports sociaux entre les habitants au moyen d'une aide financière versée par l'État à l'employeur.

L'adulte-relais exerce des missions spécifiques telles que :

- accueillir, écouter, exercer toute activité qui concourt au lien social ;
- informer et accompagner les habitants dans leurs démarches, faciliter le dialogue entre services publics et usagers, et notamment établir des liens entre les parents et les services qui accueillent leurs enfants ;
- contribuer à améliorer ou préserver le cadre de vie ;
- prévenir et aider à la résolution des petits conflits de la vie quotidienne par la médiation et le dialogue ;
- faciliter le dialogue entre les générations, accompagner et renforcer la fonction parentale par le soutien aux initiatives prises par les parents ou en leur faveur ;
- contribuer à renforcer la vie associative locale et développer la capacité d'initiative et de projet dans le quartier et la ville.

Dès 2002, la Ville de Chenôve s'est inscrite à plusieurs reprises au sein du dispositif « Adultes-relais ».

Dans le cadre du contrat de ville, il est proposé de créer de nouveaux postes d'adultes-relais, afin de renforcer l'information et l'accompagnement des habitants, et plus particulièrement des jeunes, dans leurs démarches administratives pour l'accès aux droits et à des parcours d'insertion professionnelle, mais également d'assurer un renfort pour la lutte contre la fracture numérique.

La Ville de Chenôve envisage la création d'un poste d'« Adulte-relais » pour le Point Information Jeunesse (P.I.J.). Il est également envisagé la création d'un autre poste pour l'Espace Public Numérique (E.P.N.), qui dépend du C.C.A.S. de Chenôve.

Un dossier de candidature employeur au dispositif doit être transmis à la Direction départementale de la cohésion sociale de la Côte-d'Or.

L'attribution de postes d'adultes-relais est ensuite formalisée par une convention entre l'État et les organismes susceptibles de bénéficier du dispositif.

Les candidats devront respecter les critères suivants :

- être âgé(e) de 30 ans au moins, sans emploi ou bénéficiant d'un contrat « parcours emploi compétences »,
- résider dans un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Les collectivités territoriales ne peuvent conclure que des contrats à durée déterminée, dans la limite d'une durée de trois ans renouvelable une fois, à temps plein ou à temps partiel (au minimum à mi-temps).

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver la création de poste d'adulte-relais décrit ci-dessus, à savoir un poste pour le Point Information Jeunesse (P.I.J.),**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à déposer le dossier de candidature au dispositif « Adultes-relais » auprès des services déconcentrés de l'État,**

**ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions relatives au dispositif « Adultes-relais »,**

**ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Mme POPARD va nous présenter deux délibérations importantes, notamment celle-ci. Un poste d'adulte-relais va être créé ce soir, si vous en décidez ainsi. Et demain soir, au Conseil d'administration du C.C.A.S., normalement nous votons la création d'un autre poste d'adulte-relais, qui sera pris en charge par le budget du C.C.A.S.

J'en profite, je voudrais à nouveau remercier Mme JACQUOT. Vous êtes rarement mise en lumière dans ce Conseil municipal, mais vous avez en charge la politique de solidarité à mes côtés, et vraiment merci pour l'engagement que vous montrez sans faille depuis des années, et particulièrement depuis cette crise sanitaire où vous avez fort à faire.

**C. JACQUOT** – C'est tout à fait normal, M. le Maire.

**T. FALCONNET** – Merci. Ça s'adresse à tous les élus, bien entendu. Mme POPARD, vous avez la parole.

*Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme POPARD. Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. MICHEL, vous avez la parole.

**D. MICHEL** – Merci, M. le Maire. Simplement, je suis favorable à cette délibération. Mais quand on voit les missions d'adulte-relais, quand on sait que ce sont des gens éloignés de l'emploi, je sais que vous l'avez en tête, mais j'insiste pour une formation dès le départ, parce qu'il y a quand même un grand écart sur les missions qui sont proposées. Et donc de ne pas se rater, parce que c'est particulièrement complexe d'accueillir un public, gérer des petits conflits, etc. Ce n'est pas aussi simple que ça en a l'air, et cela nécessite ce soutien en terme de formation pour éviter tout mal-être et difficultés sur ces postes sensibles. Merci.

**T. FALCONNET** – Merci, M. MICHEL. Vous avez tout à fait raison. Après, c'est aussi la commission de candidature, puisqu'on est dans le cadre d'un contrat « Parcours emploi compétences », donc nous examinerons le profil du ou de la candidate pour chacun des deux postes. Mme POPARD, vous voulez dire un mot sur la question de la formation ?

**B. POPARD** – Une fois les candidats identifiés, nous essaierons de coller à leur parcours personnel aussi, et puis de pouvoir faire appel aux travailleurs sociaux du C.C.A.S. pour les accompagner sur le terrain et puis proposer des formations dans le cadre du retour à un emploi qui serait moins ciblé dans le temps. Et que cela constitue une véritable expérience professionnelle pour eux.

**T. FALCONNET** – Je me permets quand même de signaler, parce que tout à l'heure, nous avons eu un panorama absolument idyllique de l'action gouvernementale dans le cadre du plan pauvreté, les adultes-relais, c'est effectivement un dispositif d'État, mais c'est bien la commune qui porte la dépense. La dépense est inscrite dans notre budget du personnel. On touche des recettes afférentes, mais la dépense et le poste, c'est nous qui les supportons en terme financier. Mais c'est un dispositif intéressant et il vous est donc proposé d'y adhérer. Qui souhaite prendre la parole sur ce point ? Personne ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, nous créerons donc un poste d'adulte-relais.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR



## **22 - MODIFICATIONS DES PLAFONDS ANNUELS DE L'ATTRIBUTION DE L'INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.) DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P.)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 relatif au maintien, à titre individuel, de montants indemnitaires,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu les arrêtés pris pour application dans les services et corps de l'État,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 applicable à la fonction publique de l'Etat relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel afin d'harmoniser et de simplifier la structure indemnitaire, de valoriser les fonctions des agents, de reconnaître la spécificité ou les difficultés de certaines missions et de reconnaître les parcours professionnels et les acquis de l'expérience.

Ce nouveau régime indemnitaire est composé de deux parties :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Lors de la mise en place de ce nouveau dispositif, par une délibération n° DEL\_2017\_113 du 18 décembre 2017, la Ville s'était engagée à rééquilibrer le régime indemnitaire des différentes catégories d'agents compte tenu de l'hétérogénéité qu'il pouvait y avoir et ce, à l'intérieur d'une même catégorie d'agents.

Ce « rééquilibrage » devait également permettre de remettre de l'équité dans l'attribution des diverses primes.

Afin de mener à bien cette démarche, et comme cela a déjà été fait par délibération n° DEL\_2019\_079 du 23 septembre 2019, il est aujourd'hui nécessaire d'augmenter les plafonds d'attribution de l'I.F.S.E. comme suit :

- Cadre d'emplois de catégorie A

Les emplois de catégorie A sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels

correspondent les montants plafonds suivants :

| <b>Groupes</b>  | <b>Fonctions</b>  | <b>Montants mini annuels IFSE</b> | <b>Anciens montants plafonds annuels IFSE</b> | <b>Nouveaux montants plafonds annuels IFSE</b> |
|-----------------|---|-----------------------------------|---|--|
| <b>Groupe 1</b> | Direction générale des services<br>Directeur de cabinet               | 1 080 €                           | 22 000 €                                      | 23 500 €                                       |
| <b>Groupe 2</b> | Directeur de service<br>Encadrement stratégique                       | 1 080 €                           | 15 000 €                                      | 16 500 €                                       |
| <b>Groupe 3</b> | Responsable de service<br>Encadrement opérationnel<br>Chef de cabinet | 1 080 €                           | 11 000 €                                      | 12 500 €                                       |
| <b>Groupe 4</b> | Chargé de mission<br>Coordination de projets                          | 1 080 €                           | 10 000 €                                      | 11 500 €                                       |

- Cadre d'emplois de catégorie B

Les emplois de catégorie B sont répartis en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

| <b>Groupes</b>  | <b>Fonctions</b>   | <b>Montants mini annuels IFSE</b> | <b>Anciens montants plafonds annuels IFSE</b> | <b>Nouveaux montants plafonds annuels IFSE</b> |
|-----------------|--|-----------------------------------|---|--|
| <b>Groupe 1</b> | Directeur de service /<br>Responsable de service /<br>Encadrement opérationnel | 840 €                             | 9 500 €                                       | 11 000 €                                       |
| <b>Groupe 2</b> | Chargé de mission<br>Coordination de projets                                   | 840 €                             | 8 500 €                                       | 10 000 €                                       |
| <b>Groupe 3</b> | Chargé de gestion...   | 840 €                             | 7 500 €                                       | 9 000 €  |

- Cadre d'emplois de catégorie C

Les emplois de catégorie C sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

| <b>Groupes</b>  | <b>Fonctions</b>                                   | <b>Montants mini annuels IFSE</b> | <b>Anciens montant plafonds annuels IFSE</b> | <b>Nouveaux montants plafonds annuels IFSE</b> |
|-----------------|--|-----------------------------------|--|--|
| <b>Groupe 1</b> | Responsable de service                             | 725 €                             | 7 000 €                                      | 8 500 €  |
| <b>Groupe 2</b> | Responsable d'équipe ou<br>coordination de projets | 725 €                             | 6 000 €                                      | 7 500 €  |

|                 |                                 |       |         |         |
|-----------------|---------------------------------|-------|---------|---------|
| <b>Groupe 3</b> | Agent à fonctions particulières | 725 € | 5 500 € | 7 000 € |
| <b>Groupe 4</b> | Agent d'exécution ou d'accueil  | 725 € | 4 500 € | 6 000 € |

Il est précisé que les autres termes de la délibération n° DEL\_2017\_113 du 18 décembre 2017 restent inchangés.

Les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité,

Vu l'avis du Comité technique en date du 11 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver les modifications des plafonds annuels d'attribution de l'I.F.S.E. conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Nous allons terminer avec cette délibération. Mme POPARD, qui est devenue experte en R.I.F.S.E.E.P. et en I.F.S.E., je vous donne la parole.

*Présentation de la délibération par Brigitte POPARD.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme POPARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je voudrais que vous me précisiez une chose, Mme POPARD. À partir du moment où on augmente les plafonds, cela veut bien dire que l'on peut procéder à des augmentations ?

**B. POPARD** – Exactement. Vous ne me l'avez pas fait dire.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme POPARD. Je tenais à le signaler quand même. Parce qu'il fut un époque, où l'un de nos éminents absents était 1<sup>er</sup> adjoint au maire en charge de ces questions, il n'y avait pas tout ça, et les augmentations de salaire étaient à la discrétion exclusive du maire de Chenôve. J'aurais donc bien aimé l'entendre sur cette question. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Bon, allez, qui est pour cette délibération ? Voilà, c'était la dernière de l'année.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

**T. FALCONNET** – Mes chers collègues, je voudrais vous remercier d'être restés jusqu'au bout de ce Conseil municipal. Je voudrais vous remercier de votre engagement, aux uns et aux autres, ici présents, aux services de la Ville de Chenôve. Je voudrais également remercier les agents administratifs de la Direction générale des services qui ont assuré l'organisation et la bonne tenue de ce Conseil municipal. Je voudrais remercier les trois personnes qui sont restées jusqu'au bout de cette séance également, de leur présence. Je voudrais vous souhaiter, vraiment, à toutes et à tous très chaleureusement, très amicalement de très bonnes fêtes de fin d'année en famille. Prenez soin de vous, prenez soin des autres, nous en avons tous le plus grand besoin. Rendez-vous l'année prochaine. Merci à vous. Belle soirée et bonnes vacances pour ceux qui en prendront.

La séance est levée à 21 h 04.



Le secrétaire de séance,  
Didier GIRARD